

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
Pays à demi-tarif	60 fr.	35 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro (Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50)  
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Etranger : Part en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Toute demande adressée, sous forme de lettre ou autrement, au Commissaire de la République, doit être obligatoirement accompagnée du timbre fiscal de TROIS francs.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret en date du 25 avril 1933, portant approbation de la convention aérienne et du protocole, signé à Madrid, le 22 mars 1928 entre la France et l'Espagne.	330
Circulaire ministérielle du 1 <sup>er</sup> mai 1933, relative à la constitution des dossiers de pension.	333
Avis de concours pour le grade d'inspecteur des colonies.	333
Radiotélégramme au sujet prélèvements sur les traitements.	334

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 20 mai 1933, fixant à nouveau les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront sortir des caisses publiques.	334
Arrêté du 20 mai 1933, fixant le nombre des allocations accordées aux chefs indigènes pour l'année 1933.	334
Arrêté du 20 mai 1933, modifiant l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.	335
Arrêté du 20 mai 1933, portant élévation du montant du maximum d'encaisse de bureaux de postes du Territoire.	335

Arrêté du 20 mai 1933, fixant le tableau des indemnités de fonction et de responsabilité, frais de bureau, frais d'éclairage des bureaux de postes, frais de représentation alloués aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Territoire. 337

Arrêté du 20 mai 1933, autorisant un prélèvement ordinaire de 1.000.000 sur les fonds de la caisse de réserve pour alimenter le titre premier des fonds d'emprunt. 339

Arrêté du 23 mai 1933, autorisant l'ouverture d'un compte « fonds de prévoyance » pour le service de la curatelle aux successions et biens vacants. 340

Arrêté du 27 mai 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933. 340

Arrêté du 6 juin 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 et à l'exercice 1933. 340

Arrêté du 29 mai 1933, modifiant l'arrêté N° 238 du 14 avril 1933 réorganisant le service de télégramme D. L. T. à tarif réduit et remise retardée. 341

Nominations, mutations, etc., concernant le personnel 341

Censeur administratif 346

Commission 346

Contentieux 346

Domaines 346

Etat civil 347

Immeubles administratifs 347

Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de mai 1933. 348

### PARTIE NON OFFICIELLE

Statuts de la Société Générale du Togo	349
Annonces — (Voir supplément)	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Convention aérienne franco-espagnole

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une convention aérienne et un protocole ayant été signé à Madrid, le 22 mars 1928, entre la France et l'Espagne, lesdits actes, dont la teneur suit, sont approuvés et seront insérés au journal officiel :

#### CONVENTION

Le Président de la République française et sa Majesté le roi d'Espagne, animés du désir de faciliter le développement par l'air des communications entre la France et l'Espagne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son excellence le Président de la République française : M. Adrien THIERRY, chargé d'affaires de France à Madrid, chevalier de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique et de l'ordre de Victoria de la Grande-Bretagne;

Sa Majesté le roi d'Espagne : Son excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, marquis de Estella, président de son conseil des ministres et son ministre d'Etat, grand d'Espagne, lieutenant général des armées, décoré de la grand'croix, laurée, de l'ordre royal et militaire de saint Ferdinand, chevalier grand'croix des ordres de saint Herménegilde, du mérite militaire, du mérite naval, de Pie IX du Saint-Siège, de la légion d'honneur de France, de Saint-Benoît d'Avis du Portugal, des saints Maurice et Lazare d'Italie et du mérite du Chili, son gentilhomme de la chambre en exercice et service, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des hautes parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des hautes parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à des conventions spéciales entre les deux gou-

vernements. Ces conventions spéciales pourront préciser les conditions d'application de la présente convention générale et, éventuellement, les extensions apportées à certaines de ses dispositions.

Pour le fonctionnement des lignes aériennes ainsi autorisées chacune des hautes parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

Au sens de la présente convention, le « Territoire » signifie les territoires métropolitains et coloniaux ainsi que les zones d'influence française et espagnole au Maroc, y compris les eaux territoriales; sont incluses dans les territoires métropolitains pour l'Espagne, les îles Baléares, les îles Canaries, Melilla et Ceuta; pour la France, la Corse.

Par aéronefs, on comprend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

Aucun aéronef d'Etat qui ne serait pas affecté exclusivement à un service commercial ou postal par l'une des hautes parties contractantes, et, en particulier, aucun aéronef militaire, ne pourra survoler le territoire de l'autre haute partie contractante ou y atterrir sans une autorisation spéciale de cette dernière. Pour autant que cette autorisation ne précisera pas de dérogation, les stipulations de la présente convention seront applicables aux aéronefs en question ainsi que toutes réglementations en vigueur à l'époque du vol. Dans le cas où il viendrait à atterrir, l'aéronef jouissant d'une telle autorisation spéciale bénéficierait, en principe, à moins de stipulations contraires, des privilèges habituellement accordés aux bâtiments de guerre étrangers.

Il est notamment précisé que tout aéronef commandé par un militaire commissionné à cet effet est considéré comme aéronef militaire.

ART. 2. — Les aéronefs ressortissant à l'une des hautes parties contractantes, leur équipage et leurs passagers, leurs bagages et leur charge, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre haute partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public, au régime des passeports et aux prescriptions sanitaires éventuelles. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Pour le trafic des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux pourront être passés entre les gouvernements des deux pays sur les questions traitées dans le paragraphe précédent.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droit de douane, pourvu que la quantité ne dépasse pas celle nécessaire à l'accomplissement du voyage.

ART. 3. — Les deux hautes parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sauf naturellement la réserve de l'usage des droits de souveraineté de chacune des deux hautes parties contractantes sur son territoire quant à l'emploi des aéronefs d'Etat autres que ceux affectés exclusivement à un service commercial ou postal, tels que les aéronefs militaires, les aéronefs de police ou les aéronefs douaniers. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des hautes parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

ART. 4. — Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner, le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé; il devrait, en outre, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal spécial réglementaire l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

ART. 5. — Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité, soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des hautes parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci. Il est toutefois précisé que les brevets et licences des équipages ne seront valables que pour la conduite d'aéronefs immatriculés dans le pays qui les aura délivrés; il ne pourra être dérogé à cette règle que sur autorisation spéciale des autorités aéronautiques de l'Etat survolé.

Chacune des hautes parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

ART. 6. — Sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes, les aéronefs de l'autre haute partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radio-communication que pour autant que cela sera permis par les deux Etats contractants. L'emploi de ces appareils sera naturellement soumis à la réglementation en vigueur dans l'Etat survolé au moment où ils seront mis en œuvre. De tels appareils ne devront être utilisés que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relativement à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

ART. 7. — Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni appareils photographiques si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat dans le domaine aérien duquel l'aéronef se trouvera.

Pour des raisons de sécurité publique, chacune des hautes parties contractantes pourra limiter sur le territoire de sa souveraineté le transport d'objets autres que ceux déterminés au premier paragraphe du présent article, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre haute partie contractante.

ART. 8. — Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en

rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

ART. 9. — Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

ART. 10. — Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Pour les services réguliers des lignes aériennes, des facilités spéciales pourront être convenues par les gouvernements des deux hautes parties contractantes.

ART. 11. — A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports), et ce sans atterrissage intermédiaire la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, soit par raison de force majeure, soit dans les cas prévus à l'article 4, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation concernant la navigation aérienne, les questions douanières, le régime des passeports en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'atterrissage.

Les deux hautes parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction même temporaire du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement communiquées à l'autre partie contractante.

ART. 12. — Les frontières communes des deux parties contractantes ne seront franchies qu'entre les points déterminés d'un commun accord. Les frontières non communes seront franchies entre les points fixés par celui des deux Etats dont elles limitent le territoire.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone dans la-

quelle l'une des parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières communes ou non communes par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité, pourra être utilisée ipso facto pour le passage des aéronefs ressortissants à l'autre partie contractante.

ART. 13. — En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

ART. 14. — En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

ART. 15. — Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette Société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exigent la législation française ou la législation espagnole pour être considérée comme étant respectivement de nationalité française ou espagnole.

ART. 16. — Les deux hautes parties contractantes échangeront entre elles, dans le mois qui suivra la ratification de la présente convention, les listes d'inscription sur le registre matricule; elles échangeront ensuite chaque mois, les listes d'inscriptions et de radiation d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

ART. 17. — Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contre-façon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

ART. 18. — Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Le régime des sanctions applicables aux aéronefs contrevenant aux règles de la présente convention sera le même que celui prévu dans les règlements



édités par chaque haute partie contractante, pour ses aéronefs nationaux.

ART. 19. — Les deux hautes parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

ART. 20. — Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux parties contractantes (notamment pour réglementer les formalités douanières).

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation constituée par un membre du côté français, un autre du côté espagnol et un président nommé d'un commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les hautes parties contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit le litige serait soumis au tribunal permanent de justice internationale de la Haye.

ART. 21. — Chacune des hautes parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

ART. 22. — La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en français et en espagnol, en double expédition, le 22 mars 1928.

Signé : Adrien THIERRY.

Signé : PRIMO DE RIVERA.

### PROTOCOLE

Les soussignés, autorisés à cet effet, sont convenus que les conventions entre la France et l'Espagne au sujet de la navigation aérienne et la convention spéciale pour l'établissement et le service général des lignes aériennes françaises et espagnoles en date de ce jour, entreront en vigueur dans les deux pays du jour de la signature de ces accords.

En foi de quoi, ils signent la présente déclaration en double expédition, en français et en espagnol, à Madrid, le 22 mars 1928.

Signé : Adrien THIERRY.

Signé : PRIMO DE RIVERA.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 25 avril 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Aristide BRIAND.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Maurice BOKANOWSKI.

### Dossiers de pension.

*CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 1<sup>er</sup> mai 1933 à messieurs les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun.*

J'ai l'honneur d'appeler tout particulièrement votre attention sur l'importance que j'attache à ce que l'accomplissement de toutes les formalités relatives à la constitution des dossiers de pension, rentes viagères etc., à leur transmission, ainsi qu'à l'établissement et au transfert de toutes pièces justificatives manquantes ou à rectifier soit assuré dans un délai *minimum*.

Toutes ces opérations doivent être menées d'urgence dès le dépôt de la demande d'admission à la retraite ou dès que la mise à la retraite du fonctionnaire est envisagée et, pour les veuves ou orphelins, immédiatement après le décès du chef de famille. Les envois de dossiers ou de pièces réclamés doivent être effectués courrier pour courrier.

Il devra m'être rendu compte de tout retard constaté et, dans chaque cas, le nom du fonctionnaire responsable devra m'être fourni.

Je vous serais obligé, en ce qui vous concerne, d'adresser des instructions formelles aux services intéressés de votre colonie pour l'exécution stricte des instructions de la présente circulaire dont vous voudrez bien m'accuser réception, et qui devra être publiée au journal officiel de la colonie.

SARRAUT.

### Avis de concours

Un concours pour le grade d'inspecteur de 3<sup>e</sup> classe des colonies s'ouvrira à Paris le 15 mai 1934.

J. O. R. F. 28 avril 1933 page 4.478.

**RADIOTÉLÉGRAMME OFFICIEL****Prélèvements sur les traitements**

Paris, le 3 juin 1933

GOUVERNEUR LOMÉ.

Journal officiel du 1<sup>er</sup> juin publie décret du 29 mai établissant pendant 1933 à compter du 1<sup>er</sup> juin prélèvement sur les traitements du personnel métropolitain et cadres généraux à l'exclusion du supplément colonial. Taux et conditions application sont ceux article 76 loi du 28 février 1933 et décret 15 avril 1933 — Prenez les mêmes dispositions pour les fonctionnaires locaux.

Signé : SARRAUT.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Monnaies**

*ARRETE N° 320 fixant à nouveau les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront sortir des caisses publiques.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 571 du 13 octobre 1931 modifiant l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues dans les caisses publiques ou en sortir;

Après avis du trésorier-payeur;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les monnaies anglaises ne devront sortir des caisses publiques que sur autorisation du Commissaire de la République et dans les conditions suivantes :

a) Pour certaines dépenses de personnel ou de matériel.

b) Pour la conversion en monnaie française lorsque le montant de l'encaisse sera jugé supérieur aux besoins du Territoire sur demande du trésorier-payeur.

La conversion prévue ci-dessus se fera :

1<sup>o</sup> — Pendant la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre après appel d'offres et au taux le plus favorable sur décision du Commissaire de la République.

2<sup>o</sup> — Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre par versement à la British bank of West Africa à Kéta qui créditera par un chèque en francs le compte-courant du trésorier-payeur à la banque de l'A. O. F.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Allocations aux chefs indigènes**

*ARRETE N° 321 fixant le nombre des allocations accordées aux chefs indigènes pour l'année 1933 ainsi que les noms des bénéficiaires et le montant pour chacun d'eux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933 instituant des allocations en faveur des chefs indigènes;

Sur la proposition des commandants de cercle de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Sansanné-Mango;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué aux chefs indigènes pour services rendus en 1932 soixante dix neuf allocations réparties ainsi qu'il suit :

**Cercle de Lomé.**

SOHOU, chef du canton de Mission-Tové	400 frs.
SEDJRO, chef du canton d'Agouévé	200 —
AKLASSOU, chef du canton de Bè	200 —
ADADO, chef du village de Baguida	200 —
TOFFA, chef du canton d'Abobo	200 —
ALAKPA, chef du canton de Noépé	250 —
AKOUTSA, chef du village de Badja	300 —
AHIABLE, chef du canton de Lébé	200 —
SHIABI, chef du canton d'Akoviéfé	200 —
GBOGLA, chef du canton de Djagblé	250 —
APETI, chef du canton de Dékpo	300 —
AKAKPO, chef du canton de Gamé	500 —
AKAKPO BABA, chef du canton de Gapé	300 —
HALO, chef du canton de Dalavé	100 —
MAGLO, chef du canton de Davié	300 —
PASSAH, chef du canton de Tsévié	200 —
KODOGUI, chef du village d'Agbélouvé	200 —
AGBOZO, chef du canton de Bolou	300 —
TEVI-TOHY, chef du canton d'Adangbé	100 —
TOGBE AGBA, chef du canton de Gati	200 —
AVOUGLA, chef du canton de Gblainvié	100 —
AKPAKA, chef du canton d'Assomé	400 —
ATIATOME, chef du village de Gapé	200 —

**Cercle d'Anécho.**

KALIPE, chef de village	4.000 —
AGBANON, chef de village	2.000 —
VIAGBO, chef de village	800 —
AGBEZOUHLON, chef de village	800 —
DJOROVI, chef de village	500 —
KANGNI, chef de village	500 —
AMOUSSOUVI, chef de village	500 —
ADEKAMBI, chef de village	200 —
AGBOSSOUMONDE, chef de village	200 —
SMART LASSEY, chef de village	2.000 —

*Cercle de Klouto.*

AGBOKOU AMEGAN, chef du canton de Kpélé	800 frs.
TSALLY ABOKI, chef du canton d'Agomé	
Palimé	600 —
DOM ADAYI, chef du canton de Kouma	300 —
HINI KLOUTSE, chef du canton de Daye	
Kakpa	300 —
BASSAH AGBENYANOU, chef du canton de	
Daye Atigba	300 —
PANIAP Christian, chef du canton d'Agou	
Tafié	300 —
KOFFI PEBI TOGBOTSE, chef du canton	
d'Agou Nyomgbo	300 —
BOKO TETE, chef du canton de l'Agotimé	300 —
BRAHINI TSOGBE, chef du village de Palimé	300 —
EMILE EKLOU, chef du canton de Haingban	250 —
GASSOU ALOWONOU, chef du canton de Bogo	250 —
ADASSOU TETE, chef du canton d'Akata	200 —
BAGA AMEGAN, chef du canton de Lanvié	200 —
KOUASSI FRITZ, chef du canton d'Agou Ibo	200 —
AOBO ETSE, chef du canton de Tové	160 —
AFOVE KOKOVENA, chef du village de Kpodji	160 —
CHRISTOPHE VOUTTI, chef du village de	
Kouma Adame	100 —
PASSOUGLO DOGBE, chef du village de Totou	100 —
DJAKPATA TENOU, chef du village de Koumaou	100 —

*Cercle d'Atakpamé.*

COMEDIAN, chef du canton de Nuatja	1.200 —
ATCHIKITI, chef du canton d'Atakpamé	600 —
FRICO, chef du canton d'Akposso-Nord	500 —
ANONENE, chef du canton d'Akébou	350 —
GNAKOUAFRE, chef du canton d'Adélé	350 —
AFOGE, chef du canton de Kpessi	500 —
OUNTCHOU, chef du canton de Djama	250 —
AOUKOUTCHE, chef du canton de Woudou	250 —

*Cercle de Sokodé.*

TIAGODEMOU, chef supérieur des Cotocolis	1.200 —
PALANGA, chef supérieur des Cabrais	700 —
BANTE, chef du canton de Bassari	300 —
TAKASSI, chef du canton de Kabou	300 —
ISSAKA, chef du canton de Tchamba	300 —
BANGANA, chef du canton de Bafilo	300 —
BANGANA ASSANTE, chef du canton de Krikri	200 —
DJIHOUA, chef du canton de Kodjéné	200 —
YERIMA, chef du canton de Dako	200 —
ASSI, chef du canton de Pjia	100 —
MOUSSA IMAN de Dédauré	200 —

*Cercle de Mango.*

TIEM, chef supérieur des Gourmas	1.000 —
LARE, chef supérieur des Mobas	700 —
GATZARO, chef supérieur des Lambas	700 —
NAMBIEMA, chef du canton de Mango	700 —
SAMBIANI, chef du canton de Bombouaka	500 —

PATEFAO, chef du canton de Bidjenga	400 frs.
KOLANI, chef du canton de Nano	300 —
KOMBATE YENTIABRE, chef du canton de	
Dapango	300 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Impôt personnel**

ARRETE N° 322 modifiant l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 supprimant l'impôt travail et créant un impôt personnel au Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux et réglementant l'assiette et la perception de la contribution personnelle;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de l'impôt personnel indigène;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 de l'arrêté du 20 novembre 1932 sus-visé est complété comme suit :

4° — Les miliciens, les gardes de cercles et les agents du cadre subalterne de la police, à l'exception toutefois des inspecteurs auxiliaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Encaisse des bureaux des P. T. T.**

ARRETE N° 323 portant élévation du montant du maximum d'encaisse de divers bureaux de postes du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1930 portant élévation du montant maximum d'encaisse des bureaux des P. T. T. de la colonie;  
Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

## ARRETE.

ARTICLE PREMIER. — L'encaisse maximum en numéraire des bureaux suivants: Anécho, Anié, Atakpamé, Lama-Kara, Palimé et Sokodé est fixée à 10.000 frs.

ART. 2. — Le minimum de l'encaisse de ces mêmes bureaux est fixé à la moitié de la somme indiquée à l'article premier.

ART. 3. — Le chef du service des postes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.

## Indemnités

### ARRETE N° 324.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1929 accordant des suppléments de fonctions et des indemnités diverses aux fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire, modifié par les arrêtés en date des 29 juin 1929, 16 août 1929, 27 septembre 1929, 30 octobre 1929, 27 novembre 1929, 28 janvier 1930, 30 janvier 1930, 4 mars 1930, 9 mai 1930, 26 mai 1930, 10 juin 1930, 21 juin 1930, 6 août 1930, 15 novembre 1930, 30 décembre 1930, 10 janvier 1931, 4 avril 1931, 16 mai 1931, 29 juillet 1931, 19 août 1931, 13 octobre 1931, 28 octobre 1931, 24 décembre 1931, 9 mars 1932, 2 mai 1932, 28 mai 1932, 28 juillet 1932, 16 août 1932, 26 décembre 1932;

Vu l'arrêté du 22 février 1933, fixant l'indemnité de fonctions allouées au chef du service de police et de sûreté;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Des indemnités de fonctions peuvent être allouées:

1<sup>o</sup> — Aux fonctionnaires et agents civils et militaires qui, en plus des fonctions qui leur sont propres, sont chargés concurremment de fonctions administratives étrangères aux premières ou comportant pour eux un surcroît de travail et de responsabilité;

2<sup>o</sup> — Aux fonctionnaires et agents civils et militaires remplissant, en vertu d'une décision de l'autorité supérieure compétente, des fonctions supérieures ou

étrangères à celles confiées habituellement aux fonctionnaires de leur grade et de leur emploi.

3<sup>o</sup> — Aux fonctionnaires remplissant les fonctions de chef de service lorsque un fonctionnaire du même grade remplit sous leurs ordres, dans le même service, des fonctions auxquelles sont attachées des indemnités spéciales formant avec le traitement un ensemble d'émoluments supérieur à ceux attribués au chef de service;

4<sup>o</sup> — Aux fonctionnaires ou agents remplissant des fonctions qui par leur importance ou leur nature spéciale entraînent pour eux des obligations justifiant l'allocation de frais de service.

ART. 2. — Les décisions portant nomination à des fonctions pour lesquelles il est prévu une indemnité préciseront les droits du fonctionnaire ou de l'agent civil ou militaire à cette indemnité.

ART. 3. — Les fonctionnaires titulaires de plusieurs fonctions ou les assurant par intérim, peuvent cumuler les indemnités afférentes à chacune des fonctions dont ils sont chargés jusqu'à concurrence de 12.000 francs.

L'indemnité de chef-lieu perçue par les administrateurs des colonies et les agents des services civils entre en compte pour le calcul de ce maximum.

ART. 4. — Les indemnités de fonctions, de responsabilité, les frais de bureau, d'éclairage et les frais de représentation, alloués aux fonctionnaires civils et militaires en service au Togo sont fixés par les tableaux annexés au présent arrêté.

ART. 5. — A titre transitoire, les fonctionnaires européens occupant des fonctions pour lesquelles il était prévu des indemnités supprimées au présent arrêté, conserveront le bénéfice de l'ancienne réglementation, jusqu'à mutation ou départ en congé.

ART. 6. — Sont affectés d'une réduction provisoire de 10% les taux des indemnités de fonctions et de représentation fixés au présent arrêté et des indemnités de fonctions maintenues à titre transitoire en vertu de l'article précédent.

ART. 7. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment les arrêtés des 28 janvier et 29 juin 1929 et tous actes subséquents qui les ont modifiés.

ART. 8. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.



**T A B L E A U X**  
**Annexes de l'arrêté du 20 mai 1933**

TABLEAU No 1 INDEMNITÉS DE FONCTIONS		FONCTIONS		Taux annuel
FONCTIONS				
<i>Bureaux du Commissariat de la République.</i>				
Chef de cabinet, secrétaire-archiviste du conseil d'administration . . . . .	9.000			
Personnel européen chargé d'assurer la permanence au cabinet . . . . .	660			
Garde-meuble de l'hôtel du gouvernement.	360			
Chauffeurs du Commissaire de la République (indemnité de permanence) . . . . .	600			
Inspecteur des affaires administratives. . . . .	10.000			
Inspecteur de la main-d'œuvre et du travail . . . . .	2.000			
Secrétaire-archiviste du conseil du contentieux . . . . .	1.500			
Fonctionnaire chargé de l'inscription maritime . . . . .	1.000			
Chef d'un bureau du Commissariat assurant cumulativement la direction d'un autre bureau . . . . .	2.000			
Chef de bureau chargé des contributions directes . . . . .	1.000			
Porteur de contraintes . . . . .	600			
Agent transitaire à Lomé . . . . .	660			
Agent transitaire à Anié . . . . .	400			
Agent transitaire à Sokodé . . . . .	400			
Dépositaire comptable des logements du chef-lieu . . . . .	1.300			
<i>Justice.</i>				
Fonctionnaire membre du tribunal d'appel et d'homologation (par vacation avec maximum mensuel de 100 francs) . . . . .	30			
Assesseur indigène au tribunal d'appel et d'homologation (par vacation). . . . .	15			
<i>Police.</i>				
Commissaire ou inspecteur remplissant les fonctions de chef du service de police et de sûreté . . . . .	2.400			
Commissaire de police à Lomé . . . . .	1.500			
Commissaire de police à Aného, Palimé, Atakpamé . . . . .	600			
Commissaire de police à Sokodé . . . . .	400			
Régisseur de la prison à Lomé . . . . .	750			
Régisseur de la prison tous autres cercles. . . . .	500			
<i>Enregistrement.</i>				
Receveur chargé des successions vacantes et de celles des fonctionnaires décédés. . . . .	600			
		<i>Douanes.</i>		
		Indemnité forfaitaire au chef du service des douanes en compensation des parts de saisies attribuées aux autres agents. . . . .		2.500
		Chef du service des douanes chargé de la liquidation des droits du wharf . . . . .		1.500
		Agent des douanes détaché à la visite d'une façon permanente . . . . .		1.200
		<i>Postes.</i>		
		Receveur des P.T.T. remplissant les fonctions de chef de service . . . . .		3.000
		Chef de gare remplissant les fonctions d'agent des postes . . . . .		600
		<i>T. S. F.</i>		
		Chef de station . . . . .		1.200
		<i>Travaux publics.</i>		
		Fonctionnaire chargé du contrôle de la Cie d'électricité . . . . .		1.400
		Fonctionnaire chargé de faire passer l'examen de permis de conduire et de la réception des véhicules pour la délivrance des cartes grises . . . . .		1.400
		Fonctionnaire chargé de l'inspection des établissements classés . . . . .		1.200
		Fonctionnaire chargé de l'école des conducteurs . . . . .		2.000
		<i>Agriculture.</i>		
		Chef de secteur, de circonscription agricole, de station expérimentale . . . . .		1.000
		<i>Service météorologique.</i>		
		Chef du service (quand il cumule ses fonctions avec celles de chef de la station de Lomé) . . . . .		1.000
		Observateur chargé d'une station de deuxième ordre . . . . .		400
		<i>Enseignement.</i>		
		Agent du cadre des instituteurs faisant fonctions de chef de service . . . . .		3.000
		Fonctionnaire chargé du contrôle des écoles libres . . . . .		1.500
		<i>Cours complémentaire :</i>		
		Directeur européen . . . . .		1.700
		Instituteur ou institutrice chargé d'un cours (non cumulable avec l'indemnité de direction) . . . . .		1.100
		Instituteur indigène chargé d'un cours . . . . .		360
		Maître européen chargé de la surveillance des études . . . . .		660



DESIGNATION	Taux annuel	DESIGNATION	Taux annuel
Gérant-comptable du magasin d'approvisionnement du chemin de fer . . . . .	1.800	Gérant de Palimé . . . . .	300
Gérant-comptable du service pharmaceutique du service de construction du C.F.C.T. . . . .	1.000	Gérant de Sokodé . . . . .	200
Comptable-matières, garde magasin d'un cercle . . . . .	600	Gérant de Mango . . . . .	200
Comptable-gestionnaire du magasin du matériel du service de construction du C.F.C.T. . . . .	1.800	<p>TABLEAU N° 5.</p> <p>FRAIS DE REPRÉSENTATION</p>	
Comptable-matière du garage central . . . . .	1.500		
<p>TABLEAU N° 3.</p> <p>FRAIS DE BUREAU</p>		DESIGNATION	Taux annuel
DESIGNATION	Taux annuel	Administrateur-maire Lomé (imputable au budget de la commune-mixte). . . . .	6.000
Trésorier-payeur . . . . .	12.000	Commandants de cercle :	
Commandant de cercle . . . . .	1.500	Lomé . . . . .	3.600
Chefs de subdivision . . . . .	800	Anécho . . . . .	4.000
<p>TABLEAU N° 4.</p> <p>FRAIS D'ÉCLAIRAGE DES BUREAUX DE POSTE</p>		Atakpamé . . . . .	6.000
DESIGNATION	Taux annuel	Klouto . . . . .	5.000
Gérant d'Anécho . . . . .	600	Sokodé . . . . .	4.000
Gérant d'Atakpamé . . . . .	500	Mango . . . . .	2.000
		Chefs de subdivision :	
		Bassari . . . . .	1.000
		Okou . . . . .	600
		Nuatja . . . . .	1.200
		Tabligbo . . . . .	600
		Lama-Kara . . . . .	1.800
		Tsévié . . . . .	1.000
		Lomé . . . . .	1.500

## Caisse de réserve

ARRETE N° 325 autorisant un prélèvement ordinaire de 1.000.000 sur les fonds de la caisse de réserve pour alimenter le titre premier des fonds d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en ses articles 262 et 266;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant entre autre le Commissaire de la République à contracter un emprunt;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création du budget spécial sur fonds d'emprunt;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo, exercice 1932;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire de un million de francs (1.000.000) sera effectué sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des fonds du titre premier de l'emprunt.

ART. 2. — Ce prélèvement donnera lieu à une inscription d'ordre au titre du chapitre IV — art. 1 — parag. 1 du budget de l'emprunt (exercice 1933 — recettes d'ordre proprement dites).

Le remboursement devra être opéré par le comptechef de l'emprunt dès réception des fonds de la troisième tranche.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Curatelle aux successions et biens vacants**

**ARRETE** N° 328 autorisant l'ouverture d'un compte « fonds de prévoyance » pour le service de la curatelle aux successions et biens vacants.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 janvier 1855 en ses articles 47 à 51;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 1864 en ses articles 18 à 28;

Vu la requête du 11 avril 1933 par laquelle le curateur aux successions et biens vacants sollicite l'avis du conseil de curatelle en vue de l'ouverture d'un compte « fonds de prévoyance »;

Vu l'avis favorable du conseil de curatelle du 3 mai 1933;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Une avance de 3.000 francs sera consentie au titre « fonds de prévoyance » pour le service de la curatelle aux successions et biens vacants du Togo.

**ART. 2.** — Cette avance sera mandatée au profit du trésorier-payeur du Togo et imputée au budget local, chapitre 18, art. 1, parag. 2.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Rôles primitifs et supplémentaires**

Par arrêtés des :

27 mai 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
154	Sokodé	Armes perfectionnées . . . . .	540,00
155	—	Assistance médicale indigène . . . . .	6.655,00
156	—	Impôt personnel indigène (catégorie supérieure) . . . . .	13.310,00
157	—	Rachat prestations (catégorie supérieure) . . . . .	1.176,00
158	—	Rachat prestations (catégorie supérieure moins de 10.000). . . . .	1.062,00
159	Lamé-Kara	Impôt personnel indigène . . . . .	4.680,00
160	—	Assistance médicale indigène (catégorie supérieure) . . . . .	2.340,00
161	—	Rachat prestations (catégorie supérieure) . . . . .	384,00
162	Bassari	Impôt personnel . . . . .	3.272,62
163	—	Taxe d'hygiène . . . . .	100,00
164	—	Assistance médicale indigène (catégorie supérieure) . . . . .	1.435,00
165	—	Rachat prestations . . . . .	270,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 28 mai 1933.

6 juin 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 et à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
166	Atakpamé 1933	Licences. . . . .	900,00
167	— —	Patentes. . . . .	13.419,00
168	— —	Taxes sur véhicules . . . . .	2.002,00
169	— —	Armes non perfectionnées . . . . .	80,00



N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
170	Lomé (Tsévié) 1932	Rachat des prestations . . . . .	4.992,00
171	— — —	Assistance médicale (indigène) . . . . .	7.488,00
172	— — —	— — —	5.076,00
173	— — —	Rachat prestations (indigène) . . . . .	3.384,00
174	Lomé	Impôt personnel indigène . . . . .	8.460,00
175	—	Impôt personnel indigène (catégorie supérieure) . . . . .	90,00
176	—	Taxe assistance médicale indigène . . . . .	45,00
177	—	Rachat prestations (indigène) . . . . .	32,00
178	—	Impôt personnel indigène . . . . .	12.480,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 5 juin 1933.

#### Télégramme D. L. T.

*ARRETE N° 336 modifiant l'arrêté n° 238 du 14 avril 1933 réorganisant le service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mai 1930 étendant aux relations franco-coloniales et intercoloniales le service des télégrammes D. L. T.;

Vu l'arrêté du 6 juin 1930 portant création au Togo d'un service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée;

Vu les D. M. n° 256 du 4 février 1933 et n° 264 du 6 février 1933 relatives aux conférences internationales de Madrid du 3 septembre au 10 décembre 1933;

Vu l'arrêté du 14 avril 1933 réorganisant le service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du 14 avril 1933 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

*Article 3 nouveau :* par voie de T. S. F. la taxe à appliquer est de :

Pour la France . . . . . 4,42 par mot  
Algérie, Tunisie . . . . . 4,67 par mot

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1933.

R. DE GUISE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### Rappels d'ancienneté pour services militaires

Par arrêtés du ministre des colonies des :

25 avril 1933. — Ont été attribués les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants :

M. M. CARON (Jules), ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :  
11 mois 24 jours.

ROBIN (Elie), ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :  
1 an 11 mois 21 jours.

PIERRON (René), ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :  
11 mois 28 jours.

12 mai 1933. — M. LELONG (René), administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies : 6 mois.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Nominations

Par arrêtés des :

27 mai 1933. — Est rapporté l'arrêté N° 485, du 20 août 1931, nommant, provisoirement, juge suppléant au tribunal de première instance de Lomé, M. AUBER, administrateur des colonies, rentrant en congé.

M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé, provisoirement, juge suppléant au tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, en remplacement de M. PUIG, en congé.

31 mai 1933. — M. VEUILLET Camille, chef de district principal du cadre local du chemin de fer du Togo, est nommé chef de section avant deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 1933.

M. VEUILLET Camille conservera dans son nouveau grade le bénéfice de la solde qu'il percevait au titre de chef de district principal après 66 mois jusqu'au moment où son avancement dans la hiérarchie lui conférera le droit à une solde supérieure ou égale.

### Affectations

Par décisions des :

27 mai 1933. — M. BARMA, adjoint des services civils est mis, sur sa demande, à la disposition de M. le chef du bureau des services financiers.

M. JAGU, commis des services civils, est mis à la disposition de M. le chef du bureau des affaires politiques, en remplacement de M. BARMA.

29 mai 1933. — M. ABOUARD, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture, adjoint au chef du service de l'agriculture est chargé cumulativement avec la précédente fonction de l'inspection des établissements et groupements agricoles ayant bénéficié d'un prêt ou d'une subvention en remplacement de M. PICQUENOT, agent contractuel des travaux agricoles quittant le Territoire en fin de contrat.

M. GAILLAGUET, conducteur principal des travaux agricoles est nommé chef du secteur du palmier à huile et du cocotier avec résidence à Lomé, en remplacement de M. PICQUENOT, agent contractuel des travaux d'agriculture quittant le Territoire en fin de contrat.

M. GAILLAGUET conserve en outre ses fonctions actuelles à la circonscription agricole du sud.

2 juin 1933. — Les fonctionnaires attendus à Lomé vers le 3 juin 1933 par s/s *Asie*, reçoivent les affectations suivantes :

M. BERSON, chef sondeur contractuel, nouvellement engagé pour servir au Territoire, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

M. ARTAXE André, ouvrier d'art des chemins de fer, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

### Cessation d'engagement

Par décision du :

6 juin 1933. — Est et demeure rapportée, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1933, la décision n° 198 du 11 mars 1933, agréant madame Albert MOURAGUES en qualité de dame-dactylographe.

### Indemnité

Par décision du :

27 mai 1933. — M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, chef du bureau des affaires économiques, aura droit en qualité de juge suppléant

à une indemnité annuelle de 5.250 francs conformément aux prescriptions du parag. 3 art. 9 du décret du 2 mars 1910, modifié par décret du 28 février 1928.

### Utilisation d'automobiles pour les besoins de service

Par décisions du :

27 mai 1933. — M. MATHIEU, directeur de l'école régionale de Palimé est autorisé à utiliser la voiture marque « Chevrolet » d'une puissance de 16 C. V. qu'il possède, pour les besoins du service.

M. MATHIEU, aura droit à l'indemnité kilométrique de 1 fr. 20 lors de ses déplacements, dans les conditions fixées par l'arrêté du 28 octobre 1931.

M. BARBARROUX, chef du service des douanes est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins du service.

M. BARBARROUX, propriétaire d'une voiture automobile T.T. 467, puissance 20 CH. aura droit à une indemnité de 1 fr. 20 par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

### Garde-meubles

Par décision du :

6 juin 1933. — M. JAGU, commis des services civils, en service au commissariat de la République, est nommé garde-meubles de l'hôtel du gouvernement, en remplacement de M. BARMA, adjoint des services civils.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

### Passage

**MODIFICATIF** à la décision n° 394 du 5 mai 1933 accordant congé administratif de six mois à M. Auber Marc, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

Au lieu de :

ART. 2. — Un passage en première classe 1<sup>re</sup> catégorie B pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et trois enfants âgés de 7, 5 ans et 8 mois sur le paquebot « *Madonna* » attendu à Lomé vers le 5 juin 1933.

ART. 3. — M. AUBER devra se présenter devant le conseil de santé du 3 juin 1933 conformément aux prescriptions de l'article 70 du décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel colonial.

Lire :

ART. 2. — Un passage en première classe, 1<sup>re</sup> catégorie B pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et trois enfants âgés de 7, 5 ans et 8 mois sur le paquebot « *Asie* » attendu vers le 16 juin 1933.

ART. 3. — M. AUBER devra se présenter devant le conseil de santé du 15 juin 1933 conformément aux prescriptions de l'article 70 du décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel colonial.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Nominations**

Par décision du :

30 mai 1933. — Sont nommés microscopistes-observateurs à une solde de 4 francs par jour, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1933, les élèves microscopistes BEGUEDOU Emmanuel, DOMDI Martin, ASSI Robert, AKARA KÉLEOU en service à Pagouda et PALANGA Hermann en service à Lama-Kara, qui ont satisfait à l'examen prévu.

**Engagements**

Par décisions du :

2 juin 1933. — Le nommé AKPO Adam, titulaire du permis de conduire les automobiles, est engagé en qualité de conducteur auxiliaire et mis à la disposition du chef du secteur des plantes arbustives.

Il aura droit, en cette qualité, à une solde de 7 frs, par journée effective de travail.

Le nommé HERCUMIDDAH Joseph est engagé provisoirement, en qualité de commis dactylographe auxiliaire au traitement journalier de 12 francs.

Il est mis à la disposition de M. le trésorier-payeur en remplacement du commis-expéditionnaire de 4<sup>e</sup> classe GRASSOUNOU Pierre, hospitalisé.

**Affectation**

Par décision du :

6 juin 1933. — Le facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe AJAYON René, détaché au service de construction du chemin de fer central togolais, est remis à la disposition du chef des services du chemin de fer et du wharf.

**Licenciement**

Par arrêté du :

27 mai 1933. — Le surveillant auxiliaire des P. T. T. de 2<sup>e</sup> classe DOGNON Hannes, du bureau de Lomé, est licencié de son emploi pour inaptitude physique, pour compter du 4 mai 1933.

**Sanctions disciplinaires**

Par décision du :

23 mai 1933. — Est licencié de l'école professionnelle de Sokodé, pour abandon de classe, l'élève de la section « filage et tissage » IDRISSOU MAMAN.

Par arrêté du :

6 juin 1933. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe MOUSSÉ MACAULEY pour faute grave dans le service.

**Congés**

Par décisions des :

23 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1933 inclus, est accordé à M. JAMES HOUEDENOU, téléphoniste de 1<sup>re</sup> classe, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

24 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1933 inclus, est accordé à M. BONPASSE, surveillant de routes de 3<sup>e</sup> classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Niamtougou (subdivision de Lama-Kara).

Il est autorisé à se faire accompagner de sa femme et de ses 2 enfants.

Un congé de 30 jours pour maladie, avec solde de présence du 22 mai au 20 juin 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8<sup>e</sup> classe des travaux publics GBODOSOU Augustin pour en jouir à Palimé (cercle de Klouto).

Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 25 mai au 23 juin 1933 inclus, est accordé à M. ATTIOGBÉ AZAKPO Joseph, commis-expéditionnaire de 4<sup>e</sup> classe, en service au bureau des services financiers, pour en jouir au Togo.

27 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 12 juin au 11 juillet 1933 inclus, est accordé à M. ABALO NYRIFOU, ouvrier de 7<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

29 mai 1933. — Un congé de maternité de 30 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1933 inclus, est accordé à l'infirmière de 3<sup>e</sup> classe Régina JAMES en service à Mango pour en jouir à Lomé.

30 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 6 juin au 5 juillet 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe du chemin de fer, OBOBU, en service à la traction, pour en jouir à Palimé.

Il est autorisé à se faire accompagner de sa femme.

31 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 12 juin au 11 juillet 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe du chemin de fer Camille Kokouvi, en service à la traction, pour en jouir à Atakpamé.

Il est autorisé à se faire accompagner de sa femme.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 juin au 5 juillet 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe du chemin de fer Joseph DOUMASSI, en service à la traction, pour en jouir à Anécho.

Il est autorisé à se faire accompagner de sa femme.

**Passage**

Par décision du :

2 juin 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation de Lomé à Douala en 3<sup>e</sup> classe (4<sup>e</sup> catégorie) est accordée à M<sup>me</sup> ERANDA, femme d'un commis radiotélégraphiste principal de 5<sup>e</sup> classe, ainsi qu'à ses deux enfants âgés de 5 ans 1/2 et de 3 ans, sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 7 juin 1933.

**Indemnité**

Par décision du :

31 mai 1933. — Une indemnité de licenciement s'élevant à quatre cent soixante trois francs 65 centimes (463 frs. 65) est accordée au surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. DOGNON Hannès, licencié pour inaptitude physique.

Cette dépense sera imputée au chap. VIII, art. 1 paragr. 3 du budget local.

**FORCES DE POLICE****Garde indigène**

Par arrêtés des :

27 mai 1933. — Un peloton de dépôt de la garde indigène à l'effectif de 25 gradés, et gardes est créé pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933.

Ce peloton sera stationné à Lomé au nouveau camp des gardes.

Le commandement du peloton sera confié à un sous-officier européen placé sous les ordres du commandant des forces de police.

Ce peloton pourra être mis à la disposition de l'administrateur-maire de Lomé sur l'ordre du Commissaire de la République.

**Effectifs**

L'effectif numérique des gardes indigènes est fixé et réparti comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933 :

Peloton du cercle de Lomé . . . . .	50
Peloton du cercle d'Anécho . . . . .	30
Peloton du cercle de Klouto . . . . .	26
Peloton du cercle d'Atakpamé . . . . .	45
Peloton du cercle de Sokodé . . . . .	45
Peloton du cercle de Mango . . . . .	33
Peloton de dépôt de Lomé . . . . .	25
Total . . . . .	254

**Milice**

Le détachement de milice stationné à Anécho est porté à l'effectif d'une section pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933.

Le détachement de milice stationné à Sokodé est dissous pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933.

Le sergent ROCCHINI commandant le détachement de milice de Sokodé prendra le commandement du peloton de dépôt de la garde indigène de Lomé pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933.

Le centre de recrutement et d'instruction de Sokodé est dissous pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933. Le recrutement et l'instruction de la compagnie de milice se feront à Lomé dans le cadre de la compagnie de milice à compter de la même date.

**Engagements**

Sont engagés pour 1 an dans les forces de police à compter du :

20 mai 1933. — MAMADY SISSOKO, ex-sergent T. S. comme milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/239.

BONI, ex-caporal T. S. comme milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/240.

PARAKOU, ex-caporal T. S. comme milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/241.

7 avril 1933. — HOURIE, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/242.

HAMIDOU, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/243.

15 février 1933. — KOUAMI J. AHIKPOR, stagiaire au détachement police, comme garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 934.

KOUAKOU E. SOSSOU, stagiaire au détachement police, comme garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 935.

**Rengagements**

Sont rengagés dans les forces de police :

a) Pour 3 ans à compter du :

5 juin 1933. — MISSA I, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 775, de la police municipale C. M. Lomé.

KOUTCHANGO, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 767, du peloton de Mango.

28 juin 1933. — ASSO II, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 923, de la police municipale C. M. Lomé.

AOUSSORA, milicien de 1<sup>re</sup> classe Mle M/66, de la compagnie de milice.

MISSITI, milicien de 1<sup>re</sup> classe Mle M/68, de la compagnie de milice.

b) Pour 1 an à compter du :

28 juin 1933. — TAHEVA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 919, de la police municipale C. M. Lomé.

**Congés**

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller et retour) est accordé à chacun des miliciens dont les noms suivent :

MOROU, milicien de 1<sup>re</sup> classe Mle M/125, de la compagnie de milice (accompagné de sa femme) pour en jouir à Défalé (Sokodé).

KPERERE, milicien de 2<sup>e</sup> classe Mle M/121, de la compagnie de milice (accompagné de sa femme et 1 enfant) pour en jouir à Kandé (Mango).

**Révocation — Licenciements**

1<sup>er</sup> — Est révoqué à compter du 20 mai 1933 en exécution de la circulaire n° 1291 en date du 17 août 1932, le milicien stagiaire COMLAN Michel, de la compagnie de milice.



2° — Sont licenciés pour inaptitude professionnelle pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933 :

SEVI Jérôme, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 850, de la compagnie de milice.

YAYA MOSSI, milicien stagiaire, de la compagnie de milice.

TOKOU, milicien stagiaire, de la compagnie de milice.

### Affectations

#### a) au peloton de Klouto.

Sont affectés pour compter du :

1<sup>er</sup> juin 1933. — APEYRE, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 947, de la compagnie de milice.

#### b) au peloton de Sokodé.

BONKPASSE, brigadier de 2<sup>e</sup> classe Mle 936, du détachement milice de Sokodé.

KALAKASSI, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 937, du détachement milice Sokodé.

YAGUIDI, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 938, du détachement milice Sokodé.

MAMA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 939, du détachement milice Sokodé.

KOMBATE, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 940, du détachement milice Sokodé.

BANDIAHOFEYE, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 941, du détachement milice Sokodé.

DEBABA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 942, du détachement milice Sokodé.

OURO HARA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 943, du détachement milice Sokodé.

BADJA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 944, du détachement milice Sokodé.

BATOULA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 945, du détachement milice Sokodé.

TOI SONDE, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 397, du peloton d'Atakpamé.

OURO OUARGA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 946, de la compagnie de milice.

AOUSSOU DJOBO, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 948, de la compagnie de milice.

#### c) au détachement de police municipale de Lomé.

OTOA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 949, de la compagnie de milice.

YACOUBOU KATAMBARA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 950, de la compagnie de milice.

#### d) au peloton de dépôt de Lomé.

MORY KONATÉ, adjudant-chef Mle III, de la compagnie de milice.

TCHIAO, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe Mle 5, de la compagnie de milice.

BAGBASSE, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 951, de la compagnie de milice.

ALI II, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 952, de la compagnie de milice.

ABOUTAMA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 953, de la compagnie de milice.

GORY KONALASSANGUÉ, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 954, de la compagnie de milice.

MOUSSA PATCHA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 955, de la compagnie de milice.

YORA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 46, du peloton de Lomé.

SAKARY, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 632, du peloton de Lomé.

ALAOUA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 625, du peloton de Lomé.

BARK LAMBOU, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 825, du peloton de Lomé.

MAMA AGBANDAHU, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 868, du peloton de Lomé.

LAOUTAN, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 662, du peloton de Lomé.

ASSAMALA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 666, du peloton de Lomé.

BRAIMA SOUDOU, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 744, du peloton de Lomé.

ALI TAGBA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 745, du peloton de Lomé.

SALIFOU AGORIGO, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 746, du peloton de Lomé.

KARIMOU TARAORÉ, brigadier de 2<sup>e</sup> classe Mle 311, du peloton d'Anécho.

BALLO, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 289, du peloton d'Anécho.

KOATASSIMA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 352, du peloton d'Anécho.

ALI BÉLÉ, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 785, du peloton d'Anécho.

KADJA BIDEYA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 823, du peloton d'Anécho.

TIKOU KOLARÉ, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 824, du peloton d'Anécho.

KERIM, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 818, du peloton d'Anécho.

BAOUA MOUSSA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 876, du peloton d'Anécho.

#### e) à la 4<sup>e</sup> section de milice (Anécho).

EHOUAZA, sergent N° Mle M/13, de la section milice Sokodé.

NAKOUTCHA, milicien de 2<sup>e</sup> classe Mle M/232, de la section milice Sokodé.

YAYA MANGO, milicien de 2<sup>e</sup> classe stagiaire.

PAKINDAM, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

DABRE, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

NIAMA, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

YACOUBI, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

ALAHU, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

LAGESSI, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

BABA, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

BELOUA, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

AKODA, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

ALAOUI, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

ADJOU, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

#### f) à la compagnie de milice.

OMAR YOUSSEF, caporal-chef Mle 244, du peloton des travaux neufs.

OUASSOU, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

FALLIGUE, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

DIATOU, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

DAHOUFAYE, stagiaire du centre recrutement de Sokodé.

**Agrément d'agents stagiaires**

Sont agréés en qualité de stagiaires à la compagnie de milice à compter du :

26 mai 1933. — DIMBA, ex-tirailleur.  
 — KOUCHE, ex-tirailleur.  
 — ASSOGBA, ex-tirailleur.  
 — OUMORI, ex-tirailleur.  
 — KORA, ex-tirailleur.  
 — TOGOSSO, ex-tirailleur.  
 — BAKOU, ex-tirailleur.  
 — BELLA KONÉ, ex-tirailleur.

2 juin 1933. — Sont maintenus au peloton d'Anécho :

BALLO, garde 1<sup>re</sup> classe N° Mle 281

KOATASSIMA, garde 1<sup>re</sup> classe N° Mle 352

affectés au peloton de dépôt par arrêté n° 335 du 27 mai 1933 (n'ont pas rejoint).

Sont affectés au peloton de dépôt à Lomé :

ZATO, garde 1<sup>re</sup> classe N° Mle 189

KAO BALLO, brig. 2<sup>e</sup> cl. N° Mle 126

en remplacement de BALLO N° Mle 281 et KOATASSIMA N° Mle 352 maintenus au peloton d'Anécho.

**CENSEUR ADMINISTRATIF**

Par décision du :

31 mai 1933 — M. BERNARD, rédacteur principal de 1<sup>re</sup> classe du ministère des colonies, chef des bureaux des « affaires politiques » et de l'« administration générale » est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois de mai 1933.

**COMMISSIONS**

Par arrêté du :

30 mai 1933. — Un examen en vue de l'admission à un emploi de commissaire de police aura lieu à Lomé les 5, 6, 7 et 8 juin 1933.

La commission de surveillance sera composée de :  
 M.M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*  
 LELONG, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, } *Membres*  
 GAUDONVILLE, adjoint principal des services civils.

**CONSEIL DE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

Le président du conseil de contentieux administratif du territoire du Togo a l'honneur de donner avis qu'une séance du conseil se tiendra au palais de justice le lundi 26 juin 1933 à quinze heures.

BAUCHÉ

**DOMAINES**

Par décision du :

6 juin 1933. — Une commission composée de :  
 M.M. le commandant du cercle de Lomé ou de son délégué . . . . . *Président*  
 Le chef du service des travaux publics ou son délégué, représentant de l'administration,  
 BARETTE, agent de la F. A. O. à Lomé,  
 COLLILIEUX, agent de la F. A. O. à Lomé, représentant le concessionnaire, } *Membres*

se réunira à Lomé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la susdite compagnie.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

**Avis de demandes d'immatriculation***au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 870, déposée le 2 juin 1933 le sieur Karl Kanyi, profession de surveillant des lignes P. T. T., demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions en briques crues couvertes en tôle à usage d'habitation d'une contenance totale de 4 ares 74 centiares situé à Lomé, quartier n° 2 (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Justino de Medeiros, à l'est par terrain à Aug. de Souza, au sud par terrain à Hans Moevi, à l'ouest par la rue des écoles.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 871, déposée le 6 juin 1933 le sieur Joseph Djegblo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant tant en son nom personnel en qualité de co-propriétaire qu'au nom des autres co-héritiers ci-dessous, savoir :

- 1° — Joseph Messa demeurant à Palimé
- 2° — Jacob Mischio, décédé et laissé pour héritiers :
  - a) Awayiwu Christian à Cameroun
  - b) Kukeha à Adafianu
  - c) Awoyo —
  - d) Agata —
  - e) Nahami —
  - f) Masavi —
  - g) Tutuadé —
- 3° — Adipoamé demeurant à Lomé
- 4° — Massavi —
- 5° — Aloba (Alougba) à Lomé

tous constituant la collectivité de Quakou a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé,

d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 13 ares 25 centiares, situé à Lomé, quartier n° 2 (cercle de Lomé) et borné au nord par le T. 128 à Aug. de Souza, à l'est par les titres 128 et 537 (Aug. de Souza et Domaines) au sud par la plage, à l'ouest par terrain appartenant à la famille Kudawoo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Quakou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

## ÉTAT-CIVIL

### RECTIFICATIF aux formules d'actes d'état-civil

#### I — Actes de naissance

Lorsque les parents de l'enfant ont la qualité légale de conjoints, il convient d'indiquer cette qualité dans l'acte de naissance de l'enfant, en faisant suivre l'indication du père (nom, prénoms, âge profession et domicile) de la mention: « *son épouse* »

Par suite il y aura lieu d'employer désormais la formule suivante :

#### *Acte de naissance*

Le (date et heure), à (lieu de la naissance), est né (prénoms de l'enfant) du sexe (masculin ou féminin), de (prénoms, nom, âge, profession et domicile du père) et de (prénoms, nom, âge et profession de la mère), *son épouse*.

Dressé le.....à.....heures, sur déclaration faite par (le père ou prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne ayant assisté à l'accouchement) qui, lecture faite a signé avec nous (nom, prénom, profession ou grade), officier de l'état-civil de.....

*Signatures.*

#### II. — Actes de mariage

Par suite de l'application au Togo de la loi du 13 février 1932 (journal officiel du Togo 1933, page 219) il y a lieu de supprimer, dans la formule habituelle des actes de mariage, les mots : « Aucune opposition n'ayant été faite ».

Le reste de la formule est sans changement.

#### III. — Observation générale

Il est rappelé en outre à messieurs les officiers de l'état-civil que lorsqu'une personne est décorée de la légion d'honneur ou de la médaille militaire, mention de cette décoration *doit* être portée dans tous les actes

d'état-civil où elle est nommée, à titre de partie, de parent, de témoin, de déclarant ou d'officier d'état-civil.

### ADDENDUM du 27 mai 1933, à l'annexe n° 1 de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932.

(J. O. Togo — Page 408 du 1<sup>er</sup> septembre 1932)

#### ARTICLE PREMIER.

A la colonne : *troisième catégorie*  
*ajouter in fine*

Groupe scolaire de l'Avenue des Alliés (étage immeuble SANOUSSI) logement. . . . . 2 pièces.

### MODIFICATIFS des 30 mai 1933 à l'annexe à l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932, relatif à la classification des bâtiments administratifs des cercles.

(J. O. Togo — Page 479 du 16 octobre 1932).

#### ARTICLE PREMIER.

*Au lieu de :*

#### *Deuxième catégorie*

Mango — Logement de l'adjoint au commandant de cercle. . . . . 3 pièces.  
Logement du médecin chef de la subdivision sanitaire . . . . . 3 pièces.

*Lire :*

#### *Troisième catégorie*

Mango — Logement de l'adjoint au commandant de cercle. . . . . 3 pièces.  
Logement du médecin chef de la subdivision sanitaire . . . . . 3 pièces.

### MODIFICATIF à l'annexe n° 1 de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932.

(J. O. Togo — Page 409, du 1<sup>er</sup> septembre 1932).

#### ARTICLE PREMIER.

*Au lieu de :*

#### *Première catégorie*

Pavillon n° 2 . . . . . 4 pièces.

*Lire :*

#### *Deuxième catégorie*

Pavillon n° 2 (étage) . . . . . 2 pièces.  
d° (Rez-de-chaussée) . . . . . 2 pièces.

# ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de mai 1933

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>109-Asie</b> Matadi-Bordeaux	Français	1. 5. 33	1. 5. 33	4.214	157	—	0.024
<b>110-Nigerian</b> Liverpool-Burutu	Anglais	4. 5. 33	4. 5. 33	2.131	35	93.208	0.020
<b>111-Ft. Medine</b> Douala-Havre	Français	6. 5. 33	6. 5. 33	3.141	44	—	186.370
<b>112-Dagomba</b> Liverpool-Douala	Anglais	8. 5. 33	8. 5. 33	2.100	33	32.833	—
<b>113-Canada</b> Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	5.668	163	2.595	31.417
<b>114-Touareg</b> Marseille-Douala	—do—	11. 5. 33	11. 5. 33	3.122	73	29.974	—
<b>115-Cheldale</b> Calabar-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	2.536	34	—	121.935
<b>116-Ouémé</b> Marseille-Pte. Noire	Français	13. 5. 33	13. 5. 33	2.417	47	511.527	0.200
<b>117-Thomas Holt</b> Liverpool-Kribi	Anglais	15. 5. 33	15. 5. 33	2.191	40	83.068	—
<b>118-Dunkwa</b> Sapele-Hambourg	—do—	—do—	—do—	1.996	36	—	0.113
<b>119-New Brunswick</b> New-York-Douala	—do—	16. 5. 33	17. 5. 33	4.028	52	271.031	—
<b>120-Amérique</b> Matadi-Bordeaux	Français	—do—	16. 5. 33	4.867	146	—	26.815
<b>121-Foucauld</b> Bordeaux-Pte. Noire	—do—	17. 5. 33	17. 5. 33	6.599	164	2.777	—
<b>122-Maaskerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	20. 5. 33	20. 5. 33	2.338	61	48.421	—
<b>123-Touareg</b> Douala-Marseille	Français	21. 5. 33	21. 5. 33	3.122	73	0.167	3.433
<b>124-Ft. de Souville</b> Anvers-Kribi	—do—	24. 5. 33	24. 5. 33	3.129	44	163.420	11.413
<b>125-Dixcove</b> Hambourg-Opobo	Anglais	—do—	—do—	1.995	36	18.077	—
<b>126-Alfred Jones</b> Liverpool-Douala	—do—	—do—	—do—	2.155	41	32.116	0.030
<b>127-Delfland</b> Hambourg-Kogo	Hollandais	—do—	—do—	2.763	41	5.150	—
<b>128-Nigerian</b> Opobo-Liverpool	Anglais	26. 5. 33	27. 5. 33	2.131	35	—	481.188
<b>129-Edw. Blyden</b> Lagos-Rotterdam	—do—	—do—	26. 5. 33	2.155	34	0.659	212.626
<b>130-Madonna</b> Marseille-Douala	Français	27. 5. 33	27. 5. 33	3.263	130	42.307	—
<b>131-West Irmo</b> Pt. Arthur-Matadi	Américain	28. 5. 33	28. 5. 33	3.585	29	122.827	—
<b>132-Foucauld</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	30. 5. 33	30. 5. 33	6.599	164	—	0.499

## PORT D'ANÉCHO

<b>6-Cheldale</b> Calabar-Liverpool	Anglais	9. 5. 33	10. 5. 33	2.536	34	—	247.435
--	---------	----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 31 Mai 1933.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBAROUX



## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »*

# COMPAGNIE GÉNÉRALE DU TOGO

Société anonyme au capital de trois millions de francs

divisé en 6.000 actions de 500 francs dont 3.200 actions A et 2.800 actions B

**SIÈGE SOCIAL : AGOU (Territoire du Togo)**

**Siège Administratif : PARIS, 17, rue de Constantinople**

Le soussigné, M. Lucien GASPARI, propriétaire, demeurant à Paris, 17 rue de Constantinople.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société anonyme qu'il se propose de fonder.

### STATUTS.

#### TITRE PREMIER.

**Objet — Dénomination — Siège — Durée**

##### ARTICLE PREMIER.

###### *Formation.*

Il est formé par les présentes, entre les souscripteurs et les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société anonyme conformément au code de commerce, aux lois en vigueur et aux présents statuts.

##### ARTICLE 2.

###### *Objet général.*

La Société a pour objet général « et ce sans que l'énumération ci-dessous soit moindrement limitative », l'acquisition, la prise à bail, la concession, la mise en valeur, la gérance, la jouissance, le développement, l'exploitation de tous domaines, biens, meubles et immeubles, exploitations industrielles, commerciales, minières, forestières, agricoles, ferroviaires, dans le territoire de Togo, sous mandat de la France.

Toutes opérations financières et commerciales, mobilières et immobilières s'y rattachant directement ou indirectement, et notamment l'achat, la vente de navires, l'affrètement et tous contrats maritimes.

La participation ou la prise d'intérêts dans tous pays, et sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises, sociétés ou organisations dont l'objet s'apparenterait avec celui de la société ou le compléterait.

##### ARTICLE 3.

###### *Dénomination.*

La Société prend la dénomination de « *Compagnie Générale du Togo* ».

##### ARTICLE 4.

###### *Siège.*

Le siège social est établi à Agou, territoire du Togo, avec siège administratif à Paris, 17, rue de Constantinople.

Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit du territoire du Togo, par simple décision du conseil d'administration, et partout ailleurs par décision de l'Assemblée générale.

Le conseil est autorisé à créer toutes agences et succursales, partout où il le jugera convenable.

##### ARTICLE 5.

###### *Durée.*

La durée de la société est fixée à trente cinq années augmentée de la période à courir du jour de sa constitution définitive au 31 décembre 1932, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation, prévu aux présents statuts.

#### TITRE II.

#### **Capital Social — Apports — Actions**

##### ARTICLE 6.

###### *Capital social.*

Le capital social est fixé à 3.000.000 de francs, divisé en 6.000 actions de cinq cents francs chacune, n° 1 à 6.000, dont 3.200 actions d'apport dites actions de la catégorie A entièrement libérées, n° 1 à 3.200, et deux mille huit cents actions dites actions de la catégorie B, n° 3.201 à 6.000 à souscrire en numéraire et seront payées, un quart lors de la souscription et trois quarts restant à libérer en une ou plusieurs fois, au fur et à mesure des besoins de la Société, aux époques et dans les proportions qui seront déterminées par le conseil d'administration.

Ces actions ont des droits différents dans le partage du solde des bénéfices nets annuels et du reliquat net de la liquidation, ainsi qu'il est dit aux articles 47 et 50 des présents statuts. Pour tout le surplus leurs droits sont identiques.

Il est créé en outre 3.000 parts bénéficiaires au porteur sans valeur nominale, n° 1 à 3.000, attribuées comme suit :

1° — 2.300 parts bénéficiaires n° 1 à 2.300 à M. GASPARIN, fondateur apporteur, en représentation de partie de ses apports en nature ;

2° — Et 700 parts bénéficiaires n° 2.301 à 3.000 aux souscripteurs des actions B en raison de une part par 4 actions B souscrites ou multiple de quatre.

Pour le cas où une ou plusieurs souscriptions d'actions de numéraire laisseraient des parts bénéficiaires disponibles, ces parts resteront à la disposition du conseil d'administration à l'effet de rémunérer tous futurs concours ou services qui seraient ultérieurement donnés ou rendus à la Société, à charge d'en rendre compte à la plus prochaine Assemblée générale.

Les titres des actions de la catégorie A et des parts bénéficiaires ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution de la Société ; pendant ce temps, ils doivent à la diligence des administrateurs être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution. La délivrance ne sera faite qu'après que la Société aura été en possession des divers biens et droits apportés.

Ces parts qui sont en dehors du capital social ne confèrent pas à leurs propriétaires la qualité d'associés, elles jouissent seulement d'un droit de partage dans les bénéfices nets annuels et de la liquidation.

Les porteurs de parts, agissant individuellement ou collectivement, ne peuvent à ce titre s'immiscer dans la question des affaires sociales et dans l'établissement des comptes, ni critiquer les réserves et amortissements, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, notamment pour la fixation des dividendes revenant aux parts s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale des actionnaires à laquelle les représentants de la masse des porteurs de parts ont seuls le droit d'assister sans y avoir voix délibérative. Ces représentants ont droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques, et ils peuvent se faire délivrer copie des procès-verbaux des Assemblées générales.

Les porteurs de parts ne peuvent non plus, sauf lorsqu'il s'agit de modifications touchant à la forme ou à l'objet de la Société, s'opposer aux décisions de l'Assemblée générale des actionnaires qui ne portent pas atteinte à leurs droits.

Toutefois, les porteurs de parts ne peuvent contester la dissolution anticipée de la Société, lorsque celle-ci a lieu à la suite de perte absorbant le quart au moins du capital social, après imputation préalable des réserves.

Et si la dissolution anticipée est proposée en dehors du cas de perte ci-dessus prévu, par suite de fusion ou pour tout autre cause, la proposition de dissolution anticipée sera soumise à une Assemblée générale de porteurs de parts. Si l'Assemblée approuve

la dissolution, toute action des porteurs de parts est éteinte de ce chef contre la Société. Au cas contraire, la décision de l'Assemblée des actionnaires portant dissolution anticipée n'en est pas moins valable dans ses effets, mais les porteurs de parts conservent à l'égard de la Société une action éventuelle en dommages et intérêts qu'ils ne peuvent exercer que collectivement par l'organe de leurs représentants et qui doit être engagée sous peine de forclusion dans les six mois qui suivront la date de l'Assemblée générale des actionnaires prononçant la dissolution anticipée.

Les droits des porteurs de parts à leur portion de bénéfice sont invariables quelle que soient les variations du capital social, et leur diminution ne peut avoir lieu qu'après l'approbation d'une Assemblée générale de la masse des porteurs de parts.

Toutefois, il est expressément stipulé à titre de condition de la création des parts s'imposant à elles, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de l'Assemblée générale de la masse des porteurs de parts :

Qu'en cas d'augmentation de capital, les parts de fondateur ne pourront pas s'opposer au prélèvement d'un premier dividende de six pour cent, simple ou cumulatif au profit du nouveau capital, non plus qu'aux droits et avantages de toute nature dont seraient investies les actions de priorité s'il en était créé.

Et qu'en cas de réduction du capital par suite de pertes ou de dépréciations d'actif, l'Assemblée générale des actionnaires pourra décider que le premier dividende de six pour cent à servir annuellement aux actionnaires et le capital à leur rembourser continueront à être calculés sur le montant du capital social tel qu'il existait lors de cette réduction.

#### ARTICLE 7.

##### *Apports en nature par M. GASPARIN.*

M. GASPARIN, fondateur, apporte à la présente Société :

Le bénéfice et tous les droits résultant d'une convention signée entre lui et le Commissaire de la République française au Togo en date du 24 décembre 1931, lui accordant :

1° — Un bail pour une durée de trente ans, de domaines préemptés par le territoire du Togo et couvrant une superficie de 2.575 hectares comprenant les domaines de Tafié (212 hectares), de Fligbo (475 hectares), de Gadja (676 hectares), d'Aguébo (1.212 hectares), sur lesquels existent des plantations de cultures en rapport, des constructions, du matériel et une organisation agricole, tel que le tout se comporte avec tous bénéfices et charges, sous les conditions prévues et dont lecture sera faite aux Assemblées générales constitutives de la présente Société ; la dite convention suivie de deux avenants en date des 27 février 1932 et 19 octobre 1932.

2<sup>o</sup> — Et une promesse d'apport de la jouissance des terrains, meubles et immeubles, constituant le domaine de Togo, d'une contenance de 7.000 hectares, et ce, en exécution de l'article 9 de ladite convention du 24 décembre 1931.

Ces conventions et avenants sont ainsi conçus :

#### I — Convention

Entre les soussignés :

M. L. TRUITARD, directeur de l'Agence Economique des territoires africains, sous mandat, représentant le Commissaire de la République au Togo et muni des pouvoirs réguliers,

D'une part;

Et M. Lucien GASPARI, député de la Réunion, faisant élection de domicile chez le receveur des domaines, à Lomé.

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — M. le Commissaire de la République française au Togo donne en location à M. GASPARI, qui accepte, une superficie de deux mille cinq cent soixante quinze hectares (2.575 ha); comprenant les domaines préemptés par le territoire de Tafié (212 ha), Fligbo (475 ha), Gadjia (676 ha) et Aguibo (1.212 ha).

Ces 2.575 hectares seront donnés en jouissance au preneur, tels qu'ils se poursuivent et comportent en leur état, au moment de la prise de possession par le preneur, état que celui-ci déclare parfaitement connaître, sans qu'il puisse élever aucune réclamation à l'égard du bailleur, tant en raison de l'état des bâtiments ou de l'outillage qu'en raison des plantations et cultures.

Un inventaire détaillé des biens meubles et immeubles compris dans les 2.575 hectares sera dressé contradictoirement par l'administration et par le preneur au moment de la prise de possession. Copie en sera remise au preneur. La délimitation des 2.575 hectares sera faite sur le terrain par un géomètre de l'administration en présence du représentant du preneur qui recevra copie du plan.

La prise de possession des biens définis comme il est dit ci-dessus aura lieu le lendemain du jour de la réception par l'administration du Territoire du câble du Directeur de l'Agence Economique l'informant de la signature du présent contrat.

ART. 2. — Le présent bail est fait pour une durée de trente ans commençant à courir à dater de la prise de possession sous les charges ordinaires et de droit.

ART. 3. — Le compte d'exploitation du domaine, depuis le premier décembre 1930 jusqu'au jour de la prise de possession, sera arrêté en recettes et en dépenses.

La balance des comptes dûment approuvée par le mandataire de M. GASPARI, ayant les pouvoirs né-

cessaires à cet effet, vaudra acceptation sans réserve dudit règlement.

M. GASPARI prend l'engagement de rembourser au Territoire le solde débiteur dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent contrat.

ART. 4. — Dès la prise de possession, M. GASPARI prendra à sa charge tous les frais d'exploitation du domaine, y compris toutes dépenses engagées à ce jour et non encore payées.

ART. 5. — Le prix de location des 2.575 hectares est fixé à 4% du prix payé par l'administration pour achat par voie de préemption des domaines qu'ils constituent, soit 4% de 2 millions = 80.000 francs.

Il est toutefois réduit à 10.000 francs par an pendant les trois premières années. La différence, égale à 70.000 francs par an, soit 210.000 francs pour les trois années envisagées répartie par annuités égales de 7.777 frs. 77 sur le temps restant à courir, soit vingt sept années.

Le prix de location est payé par semestre, à terme échu, à compter de la prise de possession, pour les termes à être payés le premier janvier et le premier juillet de chaque année et ce à partir du premier juillet 1932.

A défaut de paiement d'un seul terme de loyer à son échéance et deux mois après un commandement resté infructueux, annonçant l'intention du bailleur d'user du bénéfice de la présente clause, le bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur, sans qu'il soit besoin de remplir aucune autre formalité judiciaire et l'expulsion du locataire pourra être autorisée par une simple ordonnance de référé.

ART. 6. — Le preneur s'engage à entretenir les bâtiments, les ateliers, la machinerie et l'outillage et à les rendre en bon état à la fin du bail.

Les objets mobiliers et les immeubles pris en charge par le preneur, s'entendent de ceux existant à ce jour sur la superficie de 2.575 hectares, suivant l'inventaire visé à l'article premier des présentes ou des objets équivalents si le preneur a dû les remplacer.

Les meubles à usage industriel et agricole et les immeubles ajoutés sur le terrain loué par le preneur, devront être repris par le bailleur à un prix fixé par expert désigné par le Tribunal de première Instance de Lomé.

Les plantations nouvelles sont toutefois exclues de cette clause de rachat et elles reviendront au bailleur en fin de bail sans indemnité.

Les récoltes pendantes au moment de l'expiration du bail seront partagées par moitié entre le preneur et le bailleur.

Celles en magasin resteront la pleine propriété du preneur qui aura un délai de trois mois pour les évacuer.

ART. 7. — Le preneur devra satisfaire à toutes les obligations légales.

Il devra entretenir les terres, entretenir les plantations existantes et les développer, remplacer celles qui seraient détruites de quelque façon que ce soit.

Il devra entretenir les chemins d'exploitation reliés aux chemins publics dont le Territoire a la charge.

Il devra satisfaire à toutes les charges ordinaires des locataires, telles que le paiement de toutes contributions, de tous les impôts fonciers ou autres, établis ou qui pourraient être établis dans le Territoire.

Le preneur sera soumis à toutes les lois et dispositions réglementaires générales actuellement en vigueur sur le Territoire ou qui interviendraient ultérieurement, en particulier sur le régime minier et sur le régime du travail, à toutes les prescriptions des autorités locales d'ordre médical, prophylactique, hygiénique, destinées à préserver ou à améliorer la santé des indigènes, ainsi que l'ordre vétérinaire. Il est tenu en particulier, d'entretenir à ses frais le dispensaire existant à l'usine d'Agou-Tafié dans les conditions fixées par le service de santé du Territoire.

ART. 8. — Dans un délai d'un an à compter de la date de la signature du présent contrat, M. GASPARIEN se substituera une Société anonyme à capital minimum de 3 millions de francs. Les statuts de cette Société, qui seront soumis à l'approbation du Commissaire de la République, devront prescrire toutes mesures propres à écarter toute éventualité de spéculation sur les actions tant que celles-ci ne seront pas cotées en Bourse.

Ladite Société assumera toutes les obligations qui auront pu être contractées par M. GASPARIEN envers le Territoire, y compris le remboursement à celui-ci du solde débiteur défini à l'article trois ci-dessus.

Elle ne pourra céder son droit au bail sans l'agrément préalable exprimé formellement et par écrit par le bailleur.

ART. 9. — Dès la constitution de la Société, le Territoire fera apport à celle-ci de la jouissance des terrains, meubles et immeubles, constituant le domaine d'Agou (Togo), autres que ceux visés à l'article premier, à savoir :

1<sup>o</sup> — Le domaine de Togo représentant 7.000 hectares.

2<sup>o</sup> — Le domaine de Nyongbo, déduction faite de la partie d'ores et déjà rétrocédée aux indigènes.

En échange de cet apport, la Société remettra au Territoire des parts bénéficiaires dont le nombre, la valeur et le mode de rémunération seront fixés par un acte subséquent.

ART. 10. — Durant la période qui s'écoulera entre la date de la prise de possession et celle de la constitution définitive de la Société, les produits des 200 hectares du domaine de Nyongbo appartenant au Territoire seront récoltés par M. GASPARIEN et à son bénéfice, moyennant une redevance au profit du Territoire de 5% du prix de vente de ces produits. La justification en nombre et en prix sera faite dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

ART. 11. — Le territoire du Togo se réserve le droit de faire passer sur les 2.575 hectares toutes routes carrossables et tous chemins de fer, sans que le preneur puisse prétendre à une indemnité quelconque.

ART. 12. — L'inexécution totale ou partielle du présent contrat permettra à l'une ou l'autre des parties d'en demander la résiliation, conformément aux prescriptions du droit commun.

ART. 13. — Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile : le Territoire dans les bureaux du Commissaire de la République à Lomé, le preneur au siège de son exploitation à Agou.

Toutes contestations relatives à l'exécution de la présente convention seront réglées par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

ART. 14. — Les frais de timbre et d'enregistrement relatifs à la présente convention seront à la charge du Territoire.

Fait à Paris, le vingt-quatre décembre mil neuf cent trente et un.

*Le preneur,*

Lu et approuvé,

(Signé) : Illisiblement.

*Le bailleur.*

Lu et approuvé.

(Signé) : Illisiblement.

Approuvé en conseil d'administration sous réserve, en ce qui concerne le domaine de Nyongbo, propriété du Territoire (article 9), de la signature d'un avenant réservant le privilège accordé aux indigènes de Nyongbo pour les conventions du 21 mars 1931.

Lomé, le 6 février 1932.

*Le Commissaire de la République,*

(Signé) Illisiblement.

Enregistré à Lomé (Togo), folio 6, numéro 58, le dix mars mil neuf cent trente deux.

Gratis.

(Signé) Illisiblement.

#### II — Avenant du 27 février 1932

Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Avenant à la convention du 24 décembre 1931.

Entre les soussignés :

M. DE GUISE, Gouverneur de première classe des Colonies, Officier de la Légion d'Honneur, Commissaire de la République française au Togo, agissant comme représentant du Territoire au Togo, faisant élection de domicile en son hôtel à Lomé.

D'une part;



Et M. PIQUELIN (Louis), fondé de pouvoir de M. Lucien GASPARDIN, député de la Réunion, en vertu d'une procuration générale sous seing privé, légalisée, en date à Mano (Landes), du 16 septembre 1931, agissant au nom et pour le compte dudit Lucien GASPARDIN, faisant élection de domicile au siège de la plantation à Douglasshof (Agou).

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Il reste et demeure entendu que l'apport du domaine de Nyongbo à la Société anonyme que doit se substituer M. GASPARDIN, auquel s'est engagé le Territoire par l'article 9, paragraphe 1, de la Convention du 24 décembre 1931, ne sera effectué que sous réserve du privilège qui a été accordé aux indigènes de la région de Nyongbo, par l'article 5 complété de cent vingt et un contrats passés avec lesdits indigènes par l'administration locale, le vingt et un mars mil neuf cent trente.

ART. 2. — Les frais de timbre et d'enregistrement relatifs au présent avenant seront à la charge du Territoire.

Fait en triple original à Lomé, le vingt-sept février mil neuf cent trente deux.

*Le Commissaire de la République,*

Signé illisiblement.

Approuvé en conseil d'administration à Lomé, le 23 mars 1932.

*Le Commissaire de la République,*

Signé illisiblement.

Enregistré à Lomé (Togo), folio 7, numéro 59, le 10 mars 1932.

Gratis.

Signé illisiblement.

### III — Et avenant de la Convention du 27 décembre 1931

Entre les soussignés :

M. L. TRUITARD, Directeur de l'Agence Economique des Territoires Africains sous mandat, représentant le Commissaire de la République au Togo et muni des pouvoirs réguliers.

D'une part;

Et M. Lucien GASPARDIN, député de la Réunion, faisant élection de domicile chez le Receveur des Domaines à Lomé.

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 de la convention du 24 décembre 1931 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Dès la constitution de la Société, le Territoire fera apport à celle-ci de la jouissance du domaine de Togo, meuble et immeuble, représentant sept mille hectares.

« En échange de cet apport, la Société remettra au Territoire des parts bénéficiaires dont le nombre, la valeur et le mode de rémunération seront fixés par un acte subséquent. »

« De même, un accord réglera ultérieurement les conditions de renonciation par la Société prévue à l'article 8 à sa jouissance sur le domaine de Nyongbo. »

ART. 2. — L'article 10 de ladite convention du 24 décembre 1931 est purement et simplement supprimé.

ART. 3. — L'avenant relatif à l'apport de Nyongbo passé à la date du trois mars mil neuf cent trente deux entre le territoire du Togo et M. PIQUELIN, fondé de pouvoir de M. GASPARDIN, est purement et simplement annulé.

ART. 4. — Les frais de timbre et d'enregistrement relatifs au présent avenant seront à la charge du territoire du Togo.

Fait en triple original à Paris.

Le 19 octobre mil neuf cent trente deux.

### *Charges et conditions de l'apport en nature effectué par M. GASPARDIN.*

Cet apport est fait sous les charges, clauses et conditions suivantes, à la charge de la présente Société :

1<sup>o</sup> — De prendre lesdits domaines et leurs accessoires dans l'état où le tout se trouvera lors de la constitution définitive de la présente Société et de les rendre en bon état à la fin du bail;

2<sup>o</sup> — De prendre, à ses risques et périls, tous les frais d'exploitation desdits domaines, y compris toutes dépenses engagées et non encore payées jusqu'au jour de la constitution définitive de la présente Société et s'élevant à cinquante mille francs environ.

3<sup>o</sup> — De rembourser respectivement à l'apporteur et au territoire de Togo, dans un délai de trois ans à compter du 24 décembre 1931, le reliquat du compte d'exploitation desdits domaines depuis le premier décembre 1930 jusqu'au jour de la constitution définitive de la présente Société et s'élevant à deux cent mille francs environ.

4<sup>o</sup> — De payer aux lieux et place de l'apporteur le prix annuel de la location desdits domaines, tel qu'il est fixé à l'article 5 de ladite convention.

5<sup>o</sup> — Et de remettre au territoire de Togo, en représentation et rémunération de l'apport qui sera effectué par ce dernier, de la jouissance des terrains meubles et immeubles constituant le domaine d'Agou (Togo), représentant 7.000 hectares (autres que ceux visés à l'article premier de ladite convention du 24 décembre 1931), des parts bénéficiaires dont le nombre,

la valeur et le mode de rémunération seront fixés après la constitution définitive de la présente Société par acte subséquent, suivi d'Assemblées générales des actionnaires et des porteurs de parts créées ci-dessus, régularisant ces apports et rémunération.

*Rémunération complémentaire de l'apport en nature.*

En représentation et rémunération complémentaire de cet apport, il est attribué à M. GASPARIN, fondateur apporteur :

1<sup>o</sup> — 3.200 actions de la catégorie A, de 500 frs. chacune, entièrement libérées de la présente Société, portant les numéros 1 à 3.200 ;

2<sup>o</sup> — Et 2.300 parts bénéficiaires de la présente Société, numéros 1 à 2.300 à prendre dans les 3.000 parts ci-dessus créées.

ARTICLE 8.

*Augmentation et réduction de capital.*

L'Assemblée générale extraordinaire peut décider toute augmentation ou toute réduction du capital social par tous les moyens. Toutefois, ce capital ne devra jamais être inférieur à trois millions de francs, chiffre minimum fixé par la convention avec le Gouvernement du Togo.

ARTICLE 9.

*Réserve d'un droit de souscription par préférence aux actionnaires.*

Dans toute augmentation de capital, la souscription des actions nouvelles à émettre contre espèces, sera réservée aux actionnaires comme suit :

La moitié aux actions A et l'autre moitié proportionnellement au nombre de titres B possédés, et ceci quelle que soit la disproportion entre les titres A et les titres B.

ARTICLE 10.

*Libération des actions.*

La libération des actions à souscrire en numéraire devra être effectuée, un quart au moment de la souscription, et le surplus dans les proportions et aux époques fixées par le Conseil d'administration.

Les appels de fonds seront faits, tant par avis inséré trois mois avant l'époque fixée pour le versement dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, que dans un journal d'annonces légales du département de la Seine, et ainsi que par lettres recommandées, adressées aux actionnaires également trois mois avant l'époque de versement.

ARTICLE 11.

*Défaut de libération.*

A défaut de paiement et trois mois après l'époque fixée des fractions appelées sur les actions conformément aux dispositions de l'article précédent, l'intérêt courra de plein droit sur les sommes dues aux taux de six pour cent l'an.

Tout titre qui ne portera pas la mention régulière du paiement des versements exigibles, cessera d'être négociable, et aucun dividende ne lui sera payé.

ARTICLE 12.

*Forme des actions.*

Le premier versement est constaté par un récépissé nominatif sur lequel seront mentionnés tous versements ultérieurs.

Le dernier versement est fait contre remise du titre définitif qui sera nominatif, ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

ARTICLE 13.

*Condition de validité des titres.*

Les titres créés par la Société, ou qui pourraient l'être ultérieurement, provisoires ou définitifs, nominatifs ou au porteur, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou autres, seront extraits d'un registre à souches, numérotés, frappés du timbre de la Société et revêtus des signatures soit de deux administrateurs, soit d'un administrateur et d'un délégué spécial du Conseil d'administration.

L'une des signatures pourra être apposée au moyen d'une griffe.

ARTICLE 14.

*Transmission des actions.*

La Société peut exiger que la signature des déclarations de transfert d'actions nominatives et la capacité des parties soient certifiées par un agent de change, ou par un officier public.

Tous les frais de transfert sont supportés par le concessionnaire et à défaut par le cédant.

ARTICLE 15.

*Indivisibilité des actions.*

Toute action, comme d'ailleurs tout autre titre créé par la Société est indivisible à son égard. Les copropriétaires indivis d'une action ou d'un titre quelconque doivent obligatoirement se faire représenter par un seul d'entre eux.

Au cas où une action serait possédée séparément pour l'usufruit et pour la nue propriété, l'usufruitier ou le nu propriétaire en sera le représentant vis-à-vis de la Société. A défaut d'entente, la Société ne connaît que l'usufruitier pour toutes communications à faire à l'actionnaire ainsi que pour l'assistance aux Assemblées générales et la participation aux augmentations de capital dont la souscription est réservée par préférence aux actionnaires.

ARTICLE 16.

*Droit de l'action.*

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle au nombre des actions émises, sauf

les droits et avantages attribués aux actions de priorité.

#### ARTICLE 17.

##### *Obligations de l'actionnaire.*

La possession d'une action entraîne de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'Assemblée générale.

Les actionnaires ne sont pas engagés au delà du montant nominal de leurs actions.

#### ARTICLE 18.

##### *Transmission des droits et obligations de l'action.*

Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre en quelque main qu'il passe.

Les héritiers ou ayants cause d'un actionnaire ne pourront pour quelque cause que ce soit provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans son administration, ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée générale.

### TITRE III.

#### **Administration de la Société**

#### ARTICLE 19.

##### *Conseil d'administration.*

La Société est administrée par un Conseil composé de cinq membres au moins et de onze au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale.

Toutefois, le premier conseil d'administration sera composé de notamment, M. GASPARI, fondateur apporteur. Cet administrateur restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de 1935, et sa nomination ne sera pas soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. Cependant, la deuxième Assemblée générale constitutive, en confirmant sa nomination aura le droit de porter à 6 ans la durée de ses fonctions.

M. GASPARI, pendant la durée de ses fonctions d'administrateur sera de plein droit, Président du Conseil d'administration.

#### ARTICLE 20.

##### *Durée des fonctions. — Renouvellement.*

Les administrateurs sont nommés pour six ans, sauf l'effet des règles ci-après établies pour le renouvellement qui sera autant que possible effectué au cours de l'Assemblée générale annuelle, et sauf ce qui a été dit sous l'article précédent. Après le cinquième exercice social, et à l'Assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes du dit exercice, le con-

seil sera renouvelé tout entier; ensuite il se renouvellera à raison de un ou deux membres chaque année, ou tous les deux ans, en alternant s'il y a lieu, de façon que le renouvellement soit complet dans une période de six années, et se fasse aussi régulièrement que possible, suivant le nombre des membres.

Pour les premières applications de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie; une fois le roulement établi le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

#### ARTICLE 21.

##### *Faculté d'adjonction.*

Le conseil peut provisoirement et sauf confirmation par la prochaine Assemblée, se compléter jusqu'au nombre maximum fixé par l'article 19, et en cas de vacances par décès, démission ou autre cause, pourvoir au remplacement de tout administrateur pour la durée restant à courir de son mandat.

Le Conseil peut continuer à fonctionner sans pourvoir aux vacances, tant que le nombre de ses membres n'est pas réduit à moins de cinq, dans le cas contraire, il doit pourvoir au remplacement des membres disparus à concurrence du minimum de cinq dans le mois suivant la vacance.

S'il ne reste qu'un administrateur, l'Assemblée générale doit être convoquée pour élire un nouveau Conseil.

Si les nominations faites par le Conseil d'administration n'étaient pas ratifiées par l'Assemblée générale, les délibérations prises et les actes accomplis par lui, pendant la présence des administrateurs dont la nomination n'aurait pas été confirmée n'en seraient pas moins valables.

#### ARTICLE 22.

##### *Actions de garantie.*

Le nombre des actions dont chaque administrateur doit être propriétaire, conformément à la loi, est fixé à vingt. Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. Elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

#### ARTICLE 23.

##### *Bureau du conseil.*

Chaque année, aussitôt après l'Assemblée générale, le conseil nomme parmi ses membres, un président, qui peut toujours être réélu, sauf stipulation de l'article 19 concernant M. GASPARI.

En son absence, le conseil désigne celui de ses membres devant remplir ces fonctions.

Le conseil désigne aussi un secrétaire, qui peut être choisi en dehors de ses membres et même en dehors des associés.

#### ARTICLE 24.

##### *Réunion du conseil.*

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires sociales, sur la convocation du président ou de deux de ses membres.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué sur la convocation qui portera également l'ordre du jour de la réunion.

La présence de la majorité au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du Conseil.

#### ARTICLE 25.

##### *Procès-verbaux.*

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial, et signés par deux administrateurs ayant assisté à la réunion, lequel registre sera tenu en double exemplaire.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président ou par un administrateur, et, en cas de liquidation, le seraient par un liquidateur.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résultera valablement vis-à-vis des tiers de la seule énonciation au procès-verbal des noms des administrateurs présents et de ceux des administrateurs absents.

#### ARTICLE 26.

##### *Pouvoirs du Conseil.*

Le Conseil d'administration est investi, tant au regard des actionnaires, qu'au regard des titres et administrations publiques et privées, des attributions et pouvoirs les plus étendus pour l'administration des biens et affaires de la Société.

Il a dans ses attributions :

La convocation des Assemblées, dont il arrête les ordres du jour;

L'exécution des décisions desdites Assemblées;

L'établissement, la vérification et l'arrêt des états semestriels, inventaires annuels et des comptes en vue de leur présentation à l'Assemblée générale des actionnaires;

La détermination aux fins de proposition à l'Assemblée des dividendes à répartir, des amortissements à opérer, ou des fonds de réserve spéciaux à constituer, ensemble leur mode de fonctionnement, leur placement ou emploi;

Il a tous pouvoirs à l'effet de : nommer et révoquer tous les agents de la Société; déterminer leurs attributions, fixer leurs traitements, salaires et gratifications, et, s'il y a lieu, le montant de leurs cautionnements;

Fixer les dépenses générales d'administration; régler les approvisionnements; passer et réaliser tous traités et marchés et tous actes.

Autoriser et réaliser tous baux, acquisitions, échange ou vente de meubles, d'immeubles, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes et autres valeurs appartenant à la Société;

Toucher toutes sommes dues à la Société, et payer toutes celles par elle dues;

Donner et autoriser toutes quittances;

Souscrire, endosser, accepter ou acquitter tous effets de commerce;

Donner tous avals de garantie;

Contracter tous emprunts avec ou sans garantie, par voie d'ouverture de crédit ou autrement, avec constitution d'hypothèque ou réalisés par la voie d'émission d'obligations ou de tous autres titres négociables, avec ou sans garantie hypothécaire;

Autoriser ou réaliser tous traités, transactions, compromis, donner tous acquiescements, consentir tous désistements de droits, privilèges et hypothèques, actions résolutoires ou autres, donner toutes mainlevées partielles ou définitives, le tout avec ou sans paiement. Veiller à paralyser toute spéculation sur les actions et les parts bénéficiaires de la Société, tant que celles-ci ne seront pas cotées à la Bourse.

Faire ouvrir dans tous établissements de crédit, banques ou chez tous banquiers de France, aux Colonies ou à l'Etranger, tous comptes courants ou de dépôt;

Emettre, endosser et acquitter tous chèques; effectuer toutes remises ou retraits de fonds, d'effets de commerce ou de titres; délivrer tous virements;

Représenter la Société en justice, en conséquence, autoriser et poursuivre toutes actions judiciaires;

Fonder ou concourir à la fondation de toutes Sociétés françaises ou étrangères;

Faire à toutes Sociétés constituées ou à constituer, aux conditions qu'il jugera convenables, tous apports n'entraînant pas la restriction de l'objet social;

Souscrire, acheter et céder toutes actions, obligations ou autres valeurs mobilières; toutes parts d'intérêts, ou autres participations;

Remplir toutes formalités pour soumettre la Société aux lois des pays dans lesquels elle pourrait opérer;

Et, généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour assurer la bonne marche des affaires sociales, les pouvoirs ci-dessus énumérés n'étant qu'énonciatifs et non limitatifs des droits du conseil d'administration et laissant expressément subsister dans leur entier les dispositions du paragraphe premier du présent article.

## ARTICLE 27.

*Délégation de pouvoirs.*

Le Conseil peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il jugera convenables, à un ou plusieurs administrateurs, à un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs, chefs de service, mandataires ou foudé de pouvoir, pris hors de son sein, et même en dehors des actionnaires, et autoriser ses délégués, administrateurs ou autres, à agir ensemble ou séparément et à consentir toutes substitutions de pouvoirs pour des objets déterminés.

Le Conseil détermine et règle les attributions, avantages et émoluments fixes ou proportionnels, ainsi que les cautionnements des délégués par lui choisis en exécution des présentes dispositions.

## ARTICLE 28.

*Signature sociale.*

La signature des actes intéressant la Société appartient au Conseil d'administration dans les conditions fixées à l'article 26 qui précède.

A défaut de délégation, tous les actes engageant la Société, ainsi que tous les mandats ou retraits de fonds chez les banquiers, débiteurs ou dépositaires et les souscripteurs, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce, devront être signés par deux administrateurs.

## ARTICLE 29.

*Rémunération du Conseil.*

Indépendamment de la participation dans les bénéfices, réservés au Conseil d'administration par l'article 47 ci-après et des allocations particulières qui pourraient être attribuées à l'un de ses membres; en exécution de l'article 27 ci-dessus, les administrateurs ont droit à des jetons de présence, dont l'importance, fixée par l'Assemblée générale, est maintenue jusqu'à décision nouvelle.

Le Conseil répartit lui-même entre ses membres ces jetons de présence et participation, bénéficiaire.

## TITRE IV.

**Commissaires des Comptes**

## ARTICLE 30.

*Nomination. — Pouvoirs. — Remplacement.*

Si l'Assemblée nomme plusieurs commissaires, un seul d'entre eux pourra opérer en cas d'empêchement ou de décès des autres.

Les commissaires sont rééligibles; ils sont essentiellement révocables.

L'Assemblée qui les nomme fixe leur rémunération.

## TITRE V.

**Dispositions communes à toutes les Assemblées**

## ARTICLE 31.

*Pouvoirs généraux de l'Assemblée générale.*

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même les absents, les dissidents et les incapables.

L'Assemblée générale délibère en la forme ordinaire, extraordinaire ou constitutive, selon la nature des objets soumis à ses délibérations.

Elle ne délibère valablement sur chacune des propositions à son ordre du jour, qu'autant qu'elle réunit pour ce faire la fraction du capital requise par la loi et les statuts pour délibérer sur des questions du ressort d'une Assemblée extraordinaire ou encore d'une Assemblée spéciale à forme constitutive.

## ARTICLE 32.

*Convocations.*

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration ou, en cas d'urgence, par le ou les commissaires.

Les convocations sont faites au moyen d'un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social et du département de la Seine.

Toute convocation, en outre des jour, heure et lieu de réunion, devra, sauf en ce qui concerne l'Assemblée générale ordinaire annuelle, porter l'ordre du jour de l'Assemblée et, éventuellement, les indications imposées par la loi.

Par dérogation aux dispositions des présents statuts, toute Assemblée sera, sauf dispositions légales contraires, valablement constituée, sans question de publicité ni de délai si l'unanimité des actionnaires s'y trouve présente ou représentée.

## ARTICLE 33.

*Ordre du jour.*

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration ou les commissaires, selon que la convention émane dudit Conseil ou des dits commissaires.

Il n'y est porté que des propositions formulées par le Conseil ou les Commissaires, ou, pour ce qui est du ressort de l'Assemblée délibérant en la forme ordinaire, qui leur ont été communiquées vingt jours avant la réunion, avec la signature de membres de l'Assemblée représentant au moins le dixième du capital social.

Il ne peut être délibéré que sur des objets portés à l'ordre du jour.

Toutefois, toutes résolutions qui seront une conséquence directe de la discussion provoquée par un article de l'ordre du jour pourront être mises aux voix.



## ARTICLE 34.

*Composition.*

Les Assemblées de toutes natures se composent de tous les actionnaires, quel que soit le nombre des actions par eux possédées.

Elles seront tenues, soit à Paris, soit au siège social.

## ARTICLE 35.

*Admission aux Assemblées.*

Pour assister ou se faire représenter à l'Assemblée, les propriétaires de titres au porteur devront déposer leurs titres dans la caisse sociale ou dans les caisses désignées par le conseil d'administration, dans le délai porté sur la convocation, lequel délai ne pourra être supérieur à cinq jours.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits sur un registre de la Société cinq jours au moins avant le jour fixé pour la réunion.

Toutefois, le Conseil d'administration pourra, mais à titre de mesure générale, décider d'admettre à la réunion des actionnaires n'ayant pu effectuer le dépôt ou régulariser le transfert de leurs titres dans les délais impartis.

## ARTICLE 36.

*Conditions de représentation aux Assemblées.*

Nul ne peut se faire représenter aux Assemblées générales que par un mandataire qui soit lui-même membre de l'Assemblée.

Cependant, peuvent y être représentées les femmes mariées par leurs maris s'ils ont l'administration de leurs droits et actions; les mineurs et interdits par leurs tuteurs, les nus propriétaires par les usufruitiers ou réciproquement; les Sociétés en nom collectif par un de leurs membres; les Sociétés en commandite simple ou par actions ou les Sociétés à responsabilité limitée par un de leurs gérants; les Sociétés anonymes par un de leurs administrateurs délégués, sans qu'il soit nécessaire que lesdits maris, tuteurs, nus propriétaires, usufruitiers, associés en nom collectif, gérants ou administrateurs soient personnellement actionnaires.

## ARTICLE 37.

*Forme des pouvoirs.*

Le Conseil d'administration détermine en la forme en laquelle les pouvoirs peuvent être donnés; mais faute par lui de porter à la connaissance des actionnaires en même temps que la convocation, une réglementation spéciale des pouvoirs, la forme sous seing privé, sans légalisation, sera valable.

## ARTICLE 38.

*Bureau.*

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur délégué à cet effet par le Conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents et acceptants remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

## ARTICLE 39.

*Vote.*

Le scrutin a lieu lorsqu'il est réclamé par plusieurs actionnaires représentant le dixième du capital social.

## ARTICLE 40.

*Procès-verbaux.*

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés des membres du bureau, lequel registre sera tenu en double exemplaire.

Tout actionnaire peut en prendre connaissance dans les trois mois qui suivront l'Assemblée.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président du Conseil ou un administrateur, et, en cas de dissolution, le seraient par un liquidateur.

**Dispositions particulières aux Assemblées ordinaires**

## ARTICLE 41.

*Délais de convocation. — Composition.*

L'Assemblée appelée à délibérer en la forme ordinaire doit être convoquée quarante cinq jours francs au moins à l'avance.

Ces Assemblées délibèrent valablement si elles sont composées d'actionnaires représentant le quart du capital social.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Si une première Assemblée ne réunit pas ce nombre, il en est convoqué une seconde qui délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

## ARTICLE 42.

*Réunion annuelle et compétence.*

Il est tenu chaque année au moins une Assemblée générale dans le courant du premier semestre à l'effet de:

Entendre le rapport du Conseil d'administration sur sa gestion pendant l'exercice écoulé et celui du ou des commissaires, sur la situation de la Société, le bilan et les comptes présentés par les administrateurs;

Discuter et, s'il y a lieu, approuver lesdits rapports ainsi que les comptes qui lui sont soumis;

Fixer, sur la proposition du Conseil, les dividendes à répartir;

Nommer les administrateurs, les réélire, remplacer et révoquer, fixer la valeur des jetons de présence qui leur sont alloués;

Désigner les commissaires, fixer leur rémunération;

Donner aux administrateurs toutes autorisations en conformité de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, approuver les opérations faites en conséquence des autorisations données;

Décider l'affectation à la condition de fonds spéciaux de réserve, d'amortissements ou de prévoyance, d'une part quelconque de bénéfices, dans les conditions déterminées à l'article 47 ci-après;

En outre des pouvoirs stipulés aux paragraphes précédents, l'Assemblée générale délibérant en la forme ordinaire, peut :

Donner une évaluation nouvelle aux éléments de l'actif social, pourvu que cette évaluation soit sincère et justifiée;

Redresser les inexactitudes des bilans antérieurs;

Conférer au Conseil tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement de la Société;

Autoriser ou ratifier tous actes par lui accomplis dans l'intérêt de la Société qui n'entreraient pas dans ses pouvoirs pourvu que ces actes ne soient pas contraires aux statuts;

Faire remise de toutes dettes, transiger sur tous procès et notamment sur toute action intentée aux administrateurs;

D'une manière générale, régler les conditions du mandat conféré au Conseil d'administration et déterminer souverainement la conduite des affaires de la Société.

#### **Dispositions particulières aux Assemblées extraordinaires.**

##### **ARTICLE 43.**

*Délais de convocation. — Quorum. — Vote.*

L'Assemblée appelée à délibérer en la forme extraordinaire doit être convoquée au moins quarante-cinq jours à l'avance.

Elle se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions dont ils sont porteurs, et ne peut valablement délibérer que si les trois quarts du capital sont représentés lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur des modifications touchant l'objet ou la forme de la Société.

Dans tous les autres cas, si une première Assemblée n'a pas réuni un nombre d'actionnaires représentant les deux tiers au moins du capital social, une nouvelle Assemblée peut être convoquée dans les formes statutaires et par deux insertions à une semaine d'intervalle dans le « Journal Officiel » de Togo, dans un

journal d'annonces légales du lieu du siège social et dans un journal d'annonces légales du département de la Seine.

Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente Assemblée.

La seconde Assemblée délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si cette seconde Assemblée ne réunit pas la moitié du capital, il peut être convoqué dans les formes ci-dessus une troisième Assemblée qui délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant le tiers du capital social.

A défaut du quorum, cette troisième Assemblée peut être prorogée à une date ultérieure de deux mois au plus à partir du jour auquel elle avait été convoquée.

L'Assemblée prorogée est elle-même convoquée dans les formes ci-dessus.

Elle doit comprendre un nombre d'actionnaires représentant un tiers au moins du capital social.

Ces Assemblées ne peuvent se tenir que trente jours au moins après le dernier avis de convocation.

Dans toutes ces Assemblées, les décisions ne peuvent être prises valablement qu'à la majorité des deux tiers des voix.

##### **ARTICLE 44.**

##### *Compétence.*

L'Assemblée réunie en la forme extraordinaire peut, sur la proposition du Conseil, notamment décider, par modification aux statuts :

La prorogation, réduction de durée ou de dissolution anticipée de la Société;

L'extension des opérations sociales, voire la modification de l'objet social;

Le changement de dénomination de la Société;

Le transfert du siège social;

L'alliance ou la fusion de la Société avec d'autres Sociétés, constituées ou à constituer;

Le transport ou la vente à tout tiers et l'apport à toute Société de l'ensemble des biens, droits et obligations tant actifs que passifs de la Société.

#### **Dispositions particulières aux Assemblées constitutives ou assimilées.**

##### **ARTICLE 45.**

*Compétence. — Convocation. — Formation. — Quorum. — Vote.*

Toutes Assemblées qui seraient appelées ultérieurement, c'est-à-dire au cours de la Société, soit à vérifier la sincérité d'une déclaration de souscription et de versement de capital consistant en numéraire, soit

à nommer un ou plusieurs commissaires chargés de vérifier ou apprécier la valeur d'apports en nature ou la cause d'avantages particuliers, qu'il en résulte ou non augmentation de capital, soit à se prononcer sur les conclusions du rapport de ces commissaires, soit, enfin, accessoirement, à délibérer sur les modifications aux statuts qui en seraient la conséquence seront tenues dans les conditions déterminées par la loi du 24 juillet 1867.

Elles seront convoquées quarante cinq jours à l'avance, sauf celles qui seraient appelées à se prononcer sur les conclusions du rapport des commissaires qui devront être convoquées au moins quarante cinq jours à l'avance.

Ces Assemblées se composeront de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent ou représentent, chacun d'eux ayant au moins une voix et autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

## TITRE VI.

### Etats de situation — Inventaires — Bénéfices Fonds de réserve

#### ARTICLE 46.

##### *Exercice social et inventaire.*

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre suivant.

Exceptionnellement, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et prendra fin le trente et un décembre 1932.

Les inventaires à établir conformément à l'article trente quatre, de la loi du vingt quatre juillet mil huit cent soixante sept, sont communiqués aux commissaires et aux actionnaires dans les conditions des articles trente quatre et trente cinq de la loi précitée.

#### ARTICLE 47.

##### *Détermination des bénéfices.*

Les produits de l'exercice, déduction faite de tous frais généraux d'exploitation, entretien ou administration, et généralement de toutes les charges quelconques, y compris tous amortissements, constituent les bénéfices.

Après que l'inventaire et les comptes annuels auront reçu l'approbation de l'Assemblée, les bénéfices déterminés comme il vient d'être dit, seront employés de la manière et dans l'ordre prioritaire suivants :

1° — Cinq pour cent des bénéfices seront affectés à la constitution de la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social.

Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

2° — La somme nécessaire pour payer aux actionnaires un premier dividende de six pour cent sur leurs actions libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Et le solde est attribué :

- 3° — a) Vingt pour cent au Conseil d'administration ;  
b) Trente deux pour cent aux actions A ;  
c) Vingt huit pour cent aux actions B ;  
d) Et vingt pour cent aux parts bénéficiaires

#### ARTICLE 48.

##### *Emploi des réserves.*

Le Conseil d'administration règle l'emploi des capitaux contenant les fonds de réserve et les amortissements.

Toutes les réserves, sauf la réserve légale, sont à la disposition du Conseil d'administration pour les besoins sociaux.

#### ARTICLE 49.

##### *Palements des dividendes et participations.*

Le paiement des dividendes et participations bénéficiaires est fait annuellement, dans les mêmes conditions pour tous les bénéficiaires de même nature, aux époques et lieux indiqués par le Conseil d'administration.

En ce qui concerne les titres, il est valablement effectué, au porteur du titre ou du coupon.

Il en serait de même des fractions remboursées sur le capital, atteintes par la prescription trentenaire.

#### ARTICLE 50.

##### *Condition de liquidation.*

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, notamment au cas où cette dissolution aurait été décidée en raison de la perte des trois quarts du fonds social, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs.

Cette nomination met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée générale régulièrement constituée, continuent comme pendant l'existence de la Société, elle donne aux liquidateurs tous pouvoirs et autorisations nécessaires, elle pourvoit à leur remplacement, approuve leurs comptes et leur donne quitus.

Au cas où par suite du décès du liquidateur, la Société se trouverait dépourvue de représentant légal,

des actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social pourraient convoquer l'Assemblée à l'effet de pourvoir au remplacement du liquidateur décédé.

Après le règlement du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé à amortir complètement le capital de toutes les actions sans distinction, si cet amortissement n'a pas encore eu lieu; le surplus, (après prélèvement et répartition aux actionnaires du montant de tous fonds de réserve spéciaux pouvant leur appartenir), est réparti en espèces et en titres;

50% aux actions A;

40% aux actions B;

Et 10% aux parts bénéficiaires.

#### ARTICLE 51.

##### *Contestations.*

Toutes contestations entre les actionnaires et la Société sont du ressort du Tribunal de commerce du département de la Seine (France).

Cependant toutes les contestations de quelque nature qu'elles soient entre le Territoire (créancier social futur, porteur de parts bénéficiaires, etc...) et la Société seront de la compétence du Tribunal de première instance de Lomé (Togo).

Toute action dirigée par un ou plusieurs actionnaires contre la Société ou les administrateurs, doit être, au préalable, soumise à l'Assemblée dont l'avis sera présenté au tribunal.

#### ARTICLE 52.

##### *Conditions générales.*

La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités dont il sera parlé sous l'article ci-après.

#### ARTICLE 53.

##### *Publications.*

Pour faire déposer et publier les présents statuts et tous actes et procès-verbaux relatifs à la constitution de la Société, ou à sa modification, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

### TITRE VII.

#### ARTICLE 54.

En ce qui concerne les Assemblées générales des porteurs de parts de fondateur, sont appliquées les dispositions portées aux articles 2 à 14 de la loi du vingt-trois janvier 1929.

### TITRE VIII.

#### *Constitution de la Société*

#### ARTICLE 55.

La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après :

Que les actions B de numéraire auront été libérées du quart, ce qui sera constaté par une déclaration notariée de souscription et de versement;

Qu'une première Assemblée aura reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement et nommé un ou plusieurs commissaires aux apports, pour faire un rapport sur les apports et les avantages particuliers des statuts;

Et qu'une seconde Assemblée aura approuvé ce rapport, nommé les premiers administrateurs, le ou les commissaires aux comptes et constaté leur acceptation, approuvé les statuts et déclaré la Société constituée.

Ces délibérations auront lieu à Paris, et elles seront prises suivant les prescriptions de la loi.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, mais sans que dans aucun cas, il puisse disposer de plus de dix voix tant en son nom que comme mandataire.

La première Assemblée pourra avoir lieu sur convocation verbale et sans délai si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

Et la seconde Assemblée pourra être fixée sans aucune convocation lors de la première Assemblée avec indication de l'ordre du jour, et au moins six jours à l'avance; le rapport du ou des commissaires aux apports devant être déposé cinq jours au moins avant l'Assemblée au siège administratif.

#### ARTICLE 56.

##### *Frais de constitution.*

Toutes les dépenses en vue de la constitution seront supportées par la Société.

Fait en quadruple originaux, à Paris, le vingt cinq octobre mil neuf cent trente deux.

Lu et approuvé.

Signé : L. GASPARI.

En marge se trouve cette mention :

*Duplicata* : Enregistré à Paris, 12<sup>e</sup> bureau, le dix-sept décembre mil neuf cent trente deux.

*Reçu* : Vingt deux francs cinquante centimes.

Signé : Illisible.

La déclaration de souscription et de versement en date à Paris du 14 décembre 1932, ainsi que les procès-verbaux certifiés des déclarations des première et deuxième Assemblées générales constitutives de la Société, en date à Paris des 15 et 23 décembre 1932, ont été régulièrement déposés au rang des minutes du greffe du Tribunal de première instance de Lomé (Togo) tenant lieu de Tribunal de Commerce et de Justice de Paix à la date du 29 mai mil neuf cent trente trois.

Pour mention.

*Le Greffier en Chef du Tribunal,*

H. PATRAULT.